

Une étude



pour



La perception des parlementaires face aux enjeux des menaces sanitaires globales

Enquête quantitative et qualitative auprès de parlementaires

Mai 2023

Jean-Daniel Lévy, Directeur délégué Harris Interactive

Pierre-Hadrien Bartoli, Directeur des études politiques au Département Politique - Opinion

Antoine Gautier, Chef de groupe au Département Politique - Opinion



Sommaire

Méthodologie d'enquête	P. 3
Note d'analyse	P. 6
Le regard des parlementaires sur la gestion de la pandémie de Covid-19	P. 9
Le regard des parlementaires sur les perspectives d'une future pandémie	P. 24
Le regard des parlementaires sur l'aide publique au développement consacrée au domaine de la santé	P. 35

Méthodologie de l'enquête quantitative



Enquête réalisée **par téléphone** du **27 février** au **21 mars** 2023.



Échantillon de **113** parlementaires français (députés ou sénateurs), dont **62 députés** et **51 sénateurs**.

Afin de faciliter la lecture, députés et sénateurs ont été **regroupés par grande famille politique**, selon la répartition ci-dessous :



Gauche :

- Députés membres d'une formation politique de la NUPES
- Sénateurs membres d'un groupe parmi les suivants : Groupe communiste républicain, citoyen et écologiste - Groupe Socialiste, écologiste et Républicain - Groupe écologistes Solidarité et Territoires

Centre/Majorité présidentielle :

- Députés Renaissance, Démocrates (MoDem et Indépendants), Horizons et apparentés
- Sénateurs membres d'un groupe parmi les suivants : Groupe Rassemblement des démocrates progressistes et indépendants - Groupe du Rassemblement Démocratique et Social Européen - Groupe les Indépendants République et Territoires - Groupe Union Centriste

Droite :

- Députés Les Républicains
- Sénateurs membres du Groupe Les Républicains

Les parlementaires issus d'autres formations politiques ne pouvant pas être regroupés dans ces grandes familles politiques, nous avons présenté dans la suite du rapport les résultats détaillés uniquement auprès des parlementaires de gauche, du centre/majorité présidentielle et de droite.

Méthodologie de l'enquête qualitative



6 entretiens individuels auprès de parlementaires français ont été conduits par téléphone.

Les entretiens étaient en moyenne d'une durée de **45 minutes** et se sont tenus entre **fin mars et mai 2023**.



Pour ce volet, ont été interrogés **3 député(e)s** et **3 sénateur(ices)** issu(e)s des grandes familles politiques suivantes :

- 2 parlementaires issu(e)s d'une formation politique de **gauche**
- 2 parlementaires issu(e)s d'une formation politique de la **majorité présidentielle**
- 2 parlementaires issu(e)s d'une formation politique de **centre/droite**

Intervalle de confiance

L'intervalle de confiance (parfois appelé « marge d'erreur ») permet de déterminer la confiance qui peut être attribuée à une valeur, en prenant en compte la valeur observée et la taille de l'échantillon. Si le calcul de l'intervalle de confiance concerne les sondages réalisés avec la méthode aléatoire, il est communément admis qu'il est proche pour les sondages réalisés avec la méthode des quotas.

Taille de l'échantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100 interviews	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10
200 interviews	3,1	4,3	5,7	6,5	6,9	7,1
300 interviews	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400 interviews	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500 interviews	2,0	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600 interviews	1,8	2,4	3,3	3,8	4,0	4,1
800 interviews	1,5	2,1	2,8	3,2	3,4	3,5
1 000 interviews	1,4	1,8	2,5	2,9	3,0	3,1
2 000 interviews	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,3
3 000 interviews	0,8	1,1	1,5	1,7	1,8	1,8
4 000 interviews	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6 000 interviews	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4

Note d'analyse

Note d'analyse (1/2)

À la demande d'Action Santé Mondiale, Toluna Harris Interactive a réalisé une enquête auprès de parlementaires français (députés et sénateurs), afin de mieux comprendre leurs perceptions de l'action menée en réponse à la crise du Covid-19 à l'international.

Que retenir de cette enquête ?

Dans l'ensemble, près de 7 parlementaires sur 10 estiment que **la France a été à la hauteur dans sa réponse à la pandémie de Covid-19** (avec une forte disparité entre les parlementaires de la majorité présidentielle et les parlementaires de gauche comme de droite).

Malgré un jugement global plutôt favorable de la gestion de la crise, les parlementaires indiquent avoir été marqués **par les difficultés qui ont caractérisé cette crise, notamment celles rencontrées par le système de santé et les hôpitaux (66%) et le manque de préparation des autorités de façon générale (65%)**. Par ailleurs, une part non négligeable de parlementaires déclarent également avoir été marqués par la rapidité avec laquelle un vaccin a été trouvé (39%) mais aussi par les bénéfices record des entreprises pharmaceutiques sur la période (41%).

Dans l'optique de lutter contre une nouvelle pandémie, et **afin de réduire les inégalités en termes de taux de vaccination entre les pays du Nord et les pays du Sud, les parlementaires estiment principalement que la France devrait se positionner en faveur de la levée des brevets sur les vaccins contre le Covid-19** (43%, un avis partagé plus encore par les parlementaires de gauche) plutôt que de mobiliser les entreprises pharmaceutiques pour qu'elles fassent des dons de doses (26%, trouvant un écho plus favorable à droite) ou d'aider au développement de capacités de production de vaccins dans les pays pauvres. Par ailleurs, une très faible part de parlementaires (3%) se prononcent en faveur de l'achat par la France de doses de vaccins pour les distribuer gratuitement aux populations des pays pauvres, tandis que 9% d'entre eux estiment que la France ne devrait engager aucune action en ce sens. Les entretiens avec les parlementaires ont souligné que **la question des disparités d'accès à la vaccination entre les pays dits du Nord et ceux du Sud appelle une analyse fine et pragmatique**. Les dynamiques épidémiologiques et les contextes sanitaires et démographiques différents n'appelant pas forcément les mêmes réponses en fonction des zones considérées.

Dans cette enquête était également abordée la perspective d'une nouvelle pandémie. À cet égard, **plus de 8 parlementaires sur 10 (82%) estiment probable qu'une nouvelle pandémie** du même type que celle du Covid-19 **se déclare dans les prochaines années**, 1/4 (23%) en étant même certains.

Note d'analyse (2/2)

Même s'ils jugent probable une nouvelle pandémie dans les années à venir, **les parlementaires montrent un optimisme limité quant au niveau de préparation des autorités qui devraient y faire face, qu'il s'agisse de la communauté internationale dans son ensemble (53%) ou de la France (58%)**. Les entretiens avec les parlementaires ont cependant permis d'identifier une relative confiance dans le fait que la France et la communauté internationale puisse tirer des leçons de la précédente pandémie et à mieux (si ce n'est bien) se préparer.

Dans l'optique de lutter contre une éventuelle pandémie, 2/3 des parlementaires estiment que la France devrait **chercher à se coordonner avec les autres États** pour organiser une riposte au niveau international (et particulièrement dans le cadre de l'UE tel que cela est ressorti des entretiens). Un point de vue nettement majoritaire à gauche et au sein de la majorité, mais moins répandu à droite, où les partisans d'une action autonome de la France sont majoritaires (57%).

Particulièrement marqués par les problèmes rencontrés par l'hôpital et le déficit de préparation de manière générale lors de la crise du Covid-19, les parlementaires estiment avant tout que la France devrait prendre des mesures en faveur du **renforcement du système hospitalier** (39%) et de la **relocalisation de la production de vaccins et de médicaments** (38%), ces deux mesures étant les principales priorités identifiées quelle que soit la famille politique de référence. De manière plus minoritaire (15%), certains mettent en avant le fait d'attribuer le statut de biens publics mondiaux aux éventuels vaccins et traitements qui seraient développés contre une nouvelle pandémie, afin que ceux-ci ne soient pas vendus selon les règles de marché habituelles. Tandis que l'action auprès des industries pharmaceutiques pour garantir des prix accessibles, et le stockage de masques et de vaccins, sont peu mis en avant (respectivement 4% et 3%).

Cette enquête interrogeait également le regard que portent dans leur ensemble les parlementaires sur les actions entreprises par la France au titre de l'aide publique au développement. S'ils se déclarent, à une courte majorité, plutôt **bien informés** (57%) notons peu d'entre eux se déclarent « très bien informés » sur le sujet. Les parlementaires proches du centre et de la majorité présidentielle se déclarant un peu mieux informés que leurs homologues de gauche et de droite.

Dans le détail, si 1/4 des parlementaires savent bien situer la part de l'aide publique au développement allouée par la France aux projets dans le domaine de la santé à moins de 10% (8% dans la réalité), **une majorité d'entre eux tendent plutôt à surestimer cette part**, la situant souvent entre 10% et 30%, les autres parlementaires la situant au delà de 30%. Une fois présenté le chiffre exact, les parlementaires estiment majoritairement que cette part n'est pas assez importante (7 sur 10), et ce quelle que soit leur sensibilité politique. **Une vraie responsabilité et un devoir de la France à venir en aide aux pays du Sud particulièrement bien identifiée dans les entretiens avec les parlementaires**, reposant sur des ressorts historiques, culturels et stratégiques.

Le regard des parlementaires sur la gestion de la pandémie de Covid-19

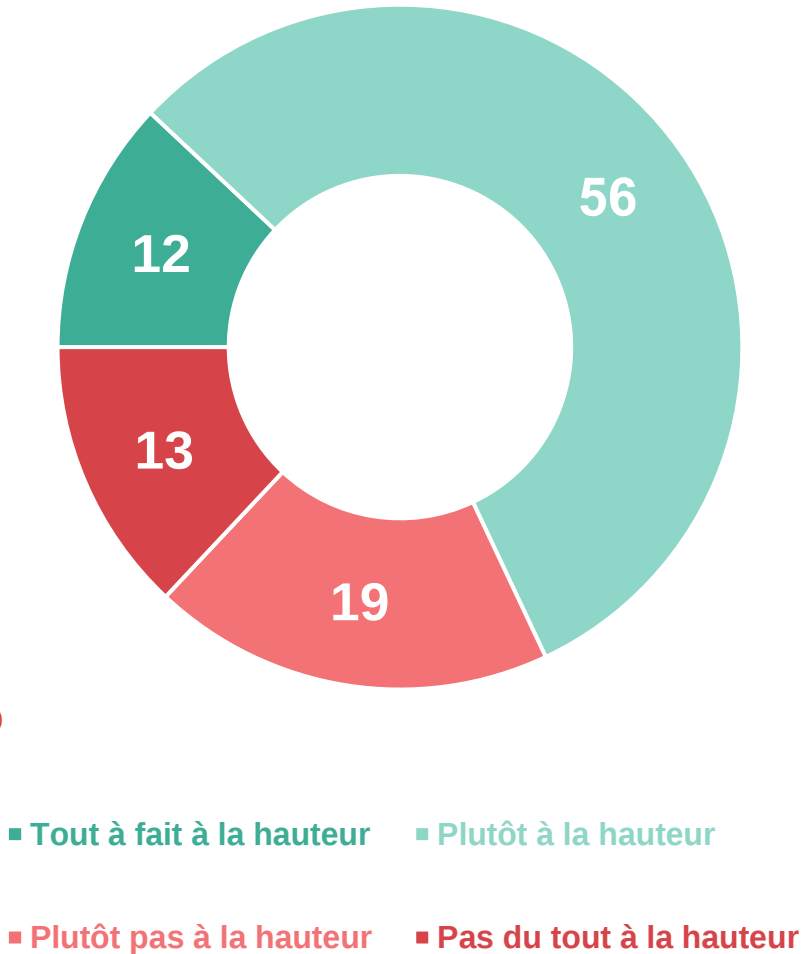
Près de 7 parlementaires sur 10 estiment que la réponse de la France à la pandémie de Covid-19 a été « à la hauteur », bien qu’une faible part d’entre eux estiment que cette réponse a été « tout à fait à la hauteur »

Selon-vous, lors de la pandémie de covid-19, la réponse de la France a-t-elle été... ?

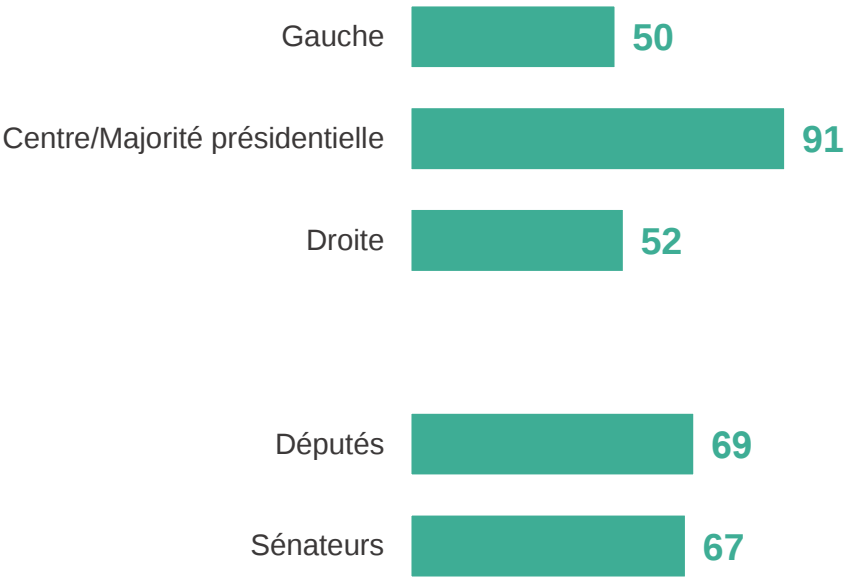
- À tous les parlementaires, en % -

À la hauteur : 68%

Pas à la hauteur : 32%



À la hauteur



Le sentiment d'un pays qui a plutôt bien réagi à la crise Covid...

Le sentiment général que **la France a plutôt bien géré la crise Covid**, dans un contexte de crise inédit, de ce fait particulièrement difficile à appréhender, même pour les décideurs qui avançaient dans la pénombre.

Parmi les aspects qui sont portés à son crédit :

- **La volonté montrée par la puissance publique d'agir** et de prendre les choses en main pour sortir le pays de cette situation, des Français qui n'ont pas été abandonnés et livrés à leur sort mais accompagnés, une réaction proactive du gouvernement, des prises de décisions, une attitude volontariste et non attentive ;
- **Les aides en faveur des entreprises** (PGE...) pour leur permettre de passer la période difficile qui ont certes lourdement pesé sur les finances publiques mais qui sont pensées comme indispensables au regard de la situation traversée. Des conséquences qui auraient pu être économiquement beaucoup plus lourdes ;
- **La gratuité** qui a longtemps été à l'œuvre, autant concernant le dépistage que la vaccination, gratuité étroitement associée au système de santé français et qui renvoie aux valeurs fortes de la République ;
- **La gestion des confinements** : des périodes de confinement finalement limitées, des mesures qui ont permis d'éviter les re-confinements après le confinement initial,
- **La scolarisation des enfants** : des enfants qui n'ont pour l'essentiel pas connu de rupture profonde dans leur scolarisation, le sentiment d'une population fragile/stratégique qui a été particulièrement prise en compte pour préserver l'essentiel ;

*« S'il y a une chose à retenir, ce que la France a le plus réussi c'est d'avoir préservé le mieux possible la scolarité des enfants. On est un des pays qui a été le plus bienveillant sur cette question. »
(Parlementaire Gauche)*

*« On a aussi essayé de déconfiner le plus vite possible pour retrouver un espace de liberté rapidement. Mieux que dans d'autres pays. Même s'il a fallu reconfiner par la suite mais ça a été assez bien fait. »
(Parlementaire Gauche)*

« Quoi qu'on en dise, la distribution des masques a été assez bien faite, avec des chaînes de solidarité. Ça a assez bien fonctionné. Ça s'est assez bien décliné entre les décisions de l'État, les départements, les régions... » (Parlementaire Gauche)

« Je pense à la fois efficacité et cafouillage. Efficacité en premier, cafouillage en deuxième mais on aurait pu dire l'inverse. Il y a eu indéniablement une prise en main du sujet, la volonté d'agir, la volonté de protéger la population française, c'est indéniable. Et de rendre accessible vraiment à tout le monde, à tous les Français à la fois des masques, des vaccins... Ça a coûté un pognon dingue et ça s'est fait sans barguigner. » (Parlementaire Gauche)

« Je pense que nous avons réussi à mettre en place une gratuité de la vaccination, un dépistage gratuit, systématique, nous avons mis en place des capacités de télétravail dans les entreprises... Je fais partie de ceux qui considèrent que c'est une bonne chose que nous nous soyons unis au sein de l'Union pour acheter des médicaments, mais là encore peut-être que toute la transparence n'a pas été faite sur le dispositif mis en place. » (Parlementaire Gauche)

« La réponse de la France a quand même été satisfaisante. Bien sûr, elle n'a pas été parfaite, mais en l'état des connaissances accessibles aux autorités sanitaires, c'était difficile de faire autrement. Sur les masques, je pense qu'elle a quand même permis l'accès aux masques à des coûts très bas. Et puis a essayé de mettre à disposition ces masques dans les unités de prise en charge sanitaire qui étaient les plus reculées. Lorsque le vaccin a été mis sur le marché, elle a permis que chacun puisse se vacciner gratuitement et les tests aussi étaient gratuits. Ce n'est pas le cas dans tous les pays, dans certains pays, c'était payant. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

Le sentiment d'un pays qui a plutôt bien réagi à la crise Covid...

- **L'articulation des réponses entre national et local** : une répartition des tâches entre ces 2 strates administratives qui a plutôt bien fonctionné notamment grâce aux relais efficaces mis en place au niveau local, une dimension à laquelle les parlementaires/élus de terrain sont particulièrement sensibles ;
- Dans le prolongement, **une question de la logistique sur laquelle la France s'est distinguée** : pour l'acheminement au niveau local des médicaments et autres biens de consommation, pour le déplacement des malades visant à délester les structures de soin les plus saturées...
- Et, dans une échelle inverse, **la coopération et l'association des différents Etats membres de l'Union pour acheter les vaccins** de manière concertée.

« Au départ, tout le monde a dû faire avec une méconnaissance du sujet. Donc forcément, il y a eu quelques balbutiements sur les premières semaines, les premiers mois. Mais qui aurait pu prévoir un tel désastre ? Globalement, ça a été quand même plutôt bien géré. C'est mon sentiment. Le gouvernement a été clair sur les décisions qu'il a fallu prendre pour confiner. Même si ça ne plaisait pas. Il y a eu quelques critiques sur les attestations mais ce n'était pas simple. Le gouvernement prenait régulièrement la parole, que ce soit le Président ou à l'époque, le ministre de la santé Monsieur Véran. » (Parlementaire Centre-Droite)

« En étant dans une circonscription rurale, je peux vous assurer que la France a très bien géré la crise Covid malgré tout ce qu'on a entendu dire à droite et à gauche. Quand on compare avec le reste des pays du monde, je peux vous assurer que la France fait partie des meilleurs pays dans le traitement de la crise Covid, dans tous les domaines. Quand on est face à une crise jamais connue dans le monde entier, qui n'a jamais été pensée et à laquelle personne ne croyait... Aucun pays du monde n'avait anticipé cette crise, aucun. Celui qui dit aujourd'hui que c'était facile à prévoir, c'est un menteur, personne n'était capable de prévoir. Cette crise-là a été gérée dans des conditions extrêmement difficiles où chaque décision se prenait au jour le jour et tout se discutait au fur et à mesure. Et quand on fait le bilan de tout, je peux vous assurer que la France a extrêmement bien géré. Et je ne dis pas ça parce que je suis de la majorité. Je constate sur le terrain comment ça a été géré au mieux. Chacun faisait au mieux par rapport à ce qu'il savait, personne n'était capable d'anticiper cette crise. Si les pays avaient été capables d'anticiper une crise comme celle-ci, tout aurait été différent. Mais c'était de l'improvisation du début à la fin, on s'adaptait au jour le jour par rapport aux problématiques du monde entier. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Ce qui est important c'est l'organisation de la gestion, la logistique. Qui gère la logistique ? C'est ça qui est important, tout est là. Les décisions sont prises par les politiques, c'est ça qui est important : qui va gérer ? Qui est capable de le faire ? C'est ça qu'il faut se poser comme question. La logistique c'est comment mobiliser la France entière, en quelques heures, quelques jours, quelques semaines, comment aider la population dans la logistique de tous les jours. Ça peut-être les équipements, les masques, les vaccins, l'alimentation... » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Et ce qui est important dans chaque crise, c'est la logistique qui est importante. Vous avez beau produire des millions de vaccins, si vous n'avez pas la logistique derrière pour les distribuer, de l'entreprise qui les produit jusqu'au citoyen dans la plus profonde des communes en France, vous ne pouvez rien faire. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« On a été performants sur la gestion des malades et la logistique pour les gérer. Pour répondre aux hôpitaux qui étaient en surcharge, on n'a pas hésité à mettre en place des trains, des avions ou des hélicoptères pour délester les hôpitaux en surcharge vers ceux qui n'étaient pas submergés. Et si quelques jours après la situation était différente, on refaisait l'inverse dans l'autre sens. Et ça, c'était une bonne chose. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

Mais une gestion qui n'a pas été parfaite, loin s'en faut... (1/2)

Une attitude générale positive qui ne doit pas masquer **un certain nombre de difficultés** rencontrées par la France. Parmi les lacunes ou fragilités les plus souvent relevées par les parlementaires :

- Des **distorsions importantes dans la communication** : un nombre trop important d'acteurs qui se sont crus légitimes pour prendre la parole, un politique qui a eu tendance à se substituer au scientifique... Une réelle difficulté pour identifier une parole forte. En particulier, des parlementaires qui regrettent que le chef de l'Etat ait laissé autant de place à certains tenants de positions minoritaires (comme le Professeur Raoult), qui ont insinué du doute et nuï à la parole officielle ;
- Un **flottement général portant sur la question des masques**, en début de pandémie, avec différents reproches adressés : une communication pour le moins hésitante, l'impression laissée aux Français qu'on leur aurait menti, une infantilisation de ces mêmes Français, certainement des stocks insuffisants...
- Dans un même ordre d'idées et dans une logique très française, **la multiplication des structures décisionnaires ad hoc** qui ont ralenti la prise de décision et desservi la clarté de la parole de l'Etat ;
- **L'incapacité de la France à développer un vaccin**, soulignant par là non seulement sa dépendance vis-à-vis des autres nations mais également son déclassement dans la hiérarchie internationale, dans un secteur de la santé/recherche où elle était considérée comme référente ;
- **Des soignants qui n'ont pas toujours joué le jeu** de la vaccination, alors qu'ils occupent une position clé d'exemplarité et qu'ils ont un rôle stratégique à jouer dans le processus de santé. En particulier, plusieurs regrettent qu'ils n'aient pas davantage pris à bras le corps la vaccination des plus fragiles dans les zones reculées,

« Je pense tout de suite à l'excès d'intervention médiatique. Avec du recul, je trouve remarquable la façon dont la communauté internationale s'est emparée du sujet pour y apporter une réponse avec ce vaccin aussi rapidement. Simplement, pendant ce temps, entre la déclaration de la maladie et le vaccin, plutôt que d'avoir une parole forte, on a eu pléthore d'intervention par d'éminents scientifiques mais qui parlaient d'un domaine qui n'est pas le leur. Qui parlaient trop vite, trop tôt et mal. L'effet corolaire, c'est qu'on a désacralisé et amoindri la science. C'est une des raisons pour lesquelles on a eu toutes ces théories pour le moins aberrantes, parce qu'on a entendu des scientifiques dirent des choses pas claires et qu'ils n'auraient pas dû dire. » (Parlementaire Gauche)

« Sur la prise en charge des malades, le secteur privé, les cliniques, n'ont pas été suffisamment sollicités. Au départ c'était les hôpitaux publics qui ont été très sollicités et pour certains, saturés. J'ai discuté avec des professionnels de santé dans des cliniques privées, ils avaient des ressources inemployées et ils ne comprenaient pas pourquoi on ne leur envoyait pas de patients. Je pense que la coopération public-privé n'a pas été suffisante. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« La mise à disposition des masques a peut-être été un peu lente. Mais c'est aussi parce que la France voulait qu'on ait une réponse coordonnée avec les partenaires européens et qu'on s'organise à l'échelle européenne et que ce ne soit pas chacun pour soi. Je pense que ça a ralenti. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Une autre chose que j'ai trouvé étonnante, je ne comprenais pas pourquoi on déplaçait des malades dans d'autres pays où il y avait de la place, comme l'Allemagne, plutôt que de faire venir des professionnels de ces pays-là dans des structures en France qui avaient encore de la capacité, par exemple dans le privé. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Le point faible en France c'est qu'on n'a pas pu développer un vaccin nous-même, c'est un point négatif. Je pense que c'est l'inefficience administrative des entités en charge de ces recherches. Je pense que c'est la lenteur de la bureaucratie. Je ne pense pas que ce soit la recherche en tant que telle. Ce n'est pas la recherche fondamentale mais c'est plutôt la mise en application des résultats de la recherche. En France, c'est très lent parce que les procédures administratives sont trop lourdes et trop lentes. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Les réticences ont été trop nombreuses au niveau des vaccins. Les soignants qui n'ont pas voulu jouer le jeu et que l'on a médiatisés, ça a été un échec. On a vu beaucoup d'infections apportées dans les services par des soignants non vaccinés. On aurait du moins en parler pour ne pas encourager certains à avoir ces comportements. » (Parlementaire Gauche)

« Il y a eu un trouble sur les moyens de nous protéger. Au départ, on a demandé à tout le monde de faire des masques, tissu ou non, FFP2 ou non... Ce n'était pas très bien expliqué. On a entendu tout et son contraire. Au départ, on ne devait pas porter de masques, ensuite on nous a obligé à porter des masques, ensuite on nous a dit "que des masques FFP2" mais tout le monde n'avait pas la possibilité d'en avoir... » (Parlementaire Centre-Droite)

Mais une gestion qui n'a pas été parfaite, loin s'en faut... (2/2)

- **Une articulation public/privé qui n'a pas été optimale**, notamment avec des ressources privées (cliniques...) qui n'ont pas été suffisamment sollicitées, alors qu'elles étaient disponibles... et que l'on a préféré s'orienter vers l'extérieur ;
- Lorsque le processus de vaccination a été engagé, un **pouvoir politique qui n'a peut-être pas montré la pédagogie nécessaire sur cette question** pour convaincre les plus réfractaires... dans un pays par nature peu discipliné, dans lequel la question des libertés est toujours sensible.
- Eventuellement, **la coordination européenne** notamment sur la mise à disposition des masques qui n'a pas été des plus efficaces, avec des lourdeurs administratives fortes qui peuvent avoir ralenti les opérations...

« Cafouillage parce qu'il y a eu de mon point de vue trop de création de structures ad-hoc sur la vaccination alors que sans doute, il y avait déjà un dispositif suffisant. Il n'y avait peut-être pas à créer plusieurs comités parce que finalement, il y a eu plusieurs porte-paroles en haut de l'Etat ou des autorités publiques sur cette question de la vaccination et ça a un peu nui, de mon point de vue, à la clarté du discours. » (Parlementaire Gauche)

« Cafouillage aussi parce que sur la gestion des masques, malheureusement les pouvoirs publics ont dit tout et son contraire en très peu de temps. Ça, ce n'est jamais sain. Il y a une méfiance qui s'est un peu installée. De mon point de vue on a trop laissé place au doute et j'en veux un peu d'ailleurs au Président de la République qui n'a pas suffisamment tôt coupé court aux élucubrations du professeur Raoult. Je rappelle qu'il lui est arrivé de le rencontrer 2 ou 3 fois. Je pense qu'en période de flottement, d'interrogation, ce n'était pas ce qu'il fallait faire. Il fallait être bien plus en retrait. Il pouvait y avoir des interrogations, mais le corps médical et l'Académie s'étaient saisis de la question. Le professeur Raoult était déjà en phase de marginalisation auprès de la communauté scientifique. Lui donner l'impression que ce qu'il disait avait de l'importance en allant à Marseille... On l'a payé cher et on le paie encore. J'ai travaillé sur la question du Covid dans le cadre de l'OPECST (Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Techniques). Je reçois encore des messages à la noix de la part d'antivax. Ce discours de l'Etat qui n'est pas comme un bloc, je ne dis pas un bloc de certitude, mais un bloc scientifique permettant d'interroger réellement la science, a été finalement dommageable auprès d'une partie de la population qui pendant trop longtemps a écouté Raoult. C'est un vrai reproche que je peux faire, y compris au chef de l'Etat. Je pense qu'il aurait fallu avoir une communication plus claire de la part des pouvoirs publics. » (Parlementaire Gauche)

« Je n'ai pas le sentiment que tout soit bien compris par une partie de la population. Y compris la lecture des effets secondaires. Je pense notamment aux troubles menstruels liés à la vaccination qui n'ont pas été suffisamment pris en compte par les autorités médicales. Alors que c'est bénin, il n'y a pas de problèmes majeurs. Cela a suscité chez certaines personnes une défiance supplémentaire, on soupçonne forcément le pire. Je pense qu'il n'y a pas eu suffisamment de paroles très transparentes sur le sujet. » (Parlementaire Gauche)

« Je ne jette la pierre à personne mais il y a parfois eu une parole arrogante de la part de la puissance publique. Et la santé, ce qui touche tous nos concitoyens, ça ne peut pas se traiter dans l'arrogance. Il y a eu un manque d'humilité dans la prise de parole. » (Parlementaire Gauche)

« Je trouve aussi que les généralistes n'ont pas joué le jeu. Je pense qu'il y a eu des cafouillages sur les dispositifs mis en place. Je regrette que beaucoup de gens soient restés trop longtemps à l'écart de la vaccination notamment les personnes âgées qui étaient un peu isolées ou qui vivaient en campagne. Il n'y a pas eu de démarches proactives de la part des médecins, je pense qu'il y avait mieux à faire. En tous cas l'ordre des médecins auraient pu dire « on prend le sujet à bras le corps, tous nos médecins généralistes, tous nos médecins de proximité vont prendre la liste de tous leurs patients, ils vont appeler tous les plus de 60 ans... Il n'y a pas eu de message fort de la communauté médicale sur ce sujet. Ça n'a pas été centralisé et malheureusement, ça n'a pas été fait partout. » (Parlementaire Gauche)

« Vous avez des journalistes qui sont devenus médecins, des médecins qui sont devenus chercheurs, des chercheurs qui avaient quand même eux, la possibilité de s'exprimer. Parmi les différentes interventions, il y a eu des discours différents. Ça a été un peu le cafouillage médiatique. » (Parlementaire Centre-Droite)

« C'est un peu l'état d'esprit français, dès lors que la vaccination était devenue obligatoire pour permettre à chacun de pouvoir se déplacer... Je pense que peut-être que l'interdiction fait qu'on a le sentiment de perdre une certaine liberté, une certaine autonomie. Peut-être que chez nous en France et dans les pays du sud, on a tendance à être réfractaire à tout ce qui est imposé. Peut-être qu'il aurait fallu être plus pédagogue, expliquer. Comme pour la réforme des retraites, si on avait été plus pédagogue et si on avait pris les choses autrement, peut-être que ça n'aurait pas donné lieu à tout ce qu'on a vu et à tout ce qui continue d'ailleurs. On est un pays de liberté et on a du mal avec tout ce qui est imposé. » (Parlementaire Centre-Droite)

Une France qui s'est favorablement distinguée des autres pays...

Des parlementaires qui reconnaissent que **la France fait partie des pays qui se sont bien voire le mieux comportés** dans leur gestion du Covid.

- Parmi les pays qui se sont encore mieux comportés, les parlementaires mentionnent quasi toujours **Israël**, un pays qui s'est distingué notamment par sa capacité à se procurer rapidement des vaccins dans des quantités importantes... Mais ils nuancent toujours rapidement leur propos en précisant que la réalité israélienne est différente : un petit pays et un pays qui a historiquement et culturellement, une très forte capacité à se mobiliser. **Taïwan** est également mentionné... On notera qu'aucun pays européen, directement voisin de la France n'est cité, pas même l'Allemagne ;
- A l'inverse, parmi les pays qui au contraire, ont mal géré la crise, on mentionne le plus souvent :
 - **Les pays nordiques** comme la Suède qui ont cherché à atteindre l'immunité collective sans confinement... avec la mortalité associée ;
 - **La Grande Bretagne** qui a réagi tardivement ;
 - L'Italie qui a connu une mortalité très forte et semblait démunie ;
 - **La Chine**... en sachant qu'il s'agit d'un vrai cas particulier, plus encore sur un sujet comme le Covid.

« En analysant la situation, je pense qu'on est un des pays qui a le mieux géré l'affaire. On n'a pas à rougir de la façon dont on a géré la situation. » (Parlementaire Gauche)

« A l'inverse, la Grande Bretagne et la Chine ont très mal géré les choses... Les débuts en Grand Bretagne, le fait de nier, de parier sur une immunité collective... Cela a quand même été assez dramatique. » (Parlementaire Gauche)

« Israël a très bien géré la chose. Mais ce n'est pas un pays de même taille, c'est différent. C'est un petit État avec beaucoup de scientifiques et ils ont une forte capacité à se mobiliser sur le plan militaire... Les pays ont réagi avec leur mentalité et leur culture. En Israël, ils ont une culture de la mobilisation rapide. C'est un État en vigilance permanente. » (Parlementaire Gauche)

« Dans les dictatures, le Covid aurait dû être géré plus facilement parce que c'est des pays où on prend des décisions et la population obéit. Encore faut-il prendre les bonnes décisions. » (Parlementaire Gauche)

« Israël a réagi très vite, mais eux, ils ont une politique d'approvisionnement en vaccins qui n'était pas collective. Ils ont fait en sorte d'avoir des vaccins très rapidement. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Mais pas d'autres pays... En Allemagne par exemple, ils ont su s'organiser aussi mais je crois que les tests étaient payants, les vaccins peut-être aussi. Nous, on a fait en sorte que ça reste accessible à tout le monde et ça, je trouve que c'est un point important, quelle que soit votre condition, vous avez accès aux mêmes soins que les autres. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« En Suède, ils voulaient que la population entre en contact avec le virus et qu'elle s'immunise naturellement par sélection naturelle. Là c'est excessif. L'histoire prouve que pour éradiquer une pandémie, si on le fait naturellement ça suppose plus de morts. On a quand même sauvé des vies avec le vaccin. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Taïwan a été exemplaire sur la mise en place de l'organisation, de la gestion. C'est encore plus remarquable quand on connaît la situation tendue avec la Chine. Ils ne se sont même pas rattachés à l'OMS. Ils ont vraiment été un exemple sur la gestion de la crise sanitaire. Ils ont été très réactifs pour prendre des décisions rapidement. Ils n'ont confiné personne. Il y avait cet espace de liberté, avec des mesures, certes, mais qui permettaient aux uns et aux autres de se déplacer et de pouvoir travailler. » (Parlementaire Centre-Droite)

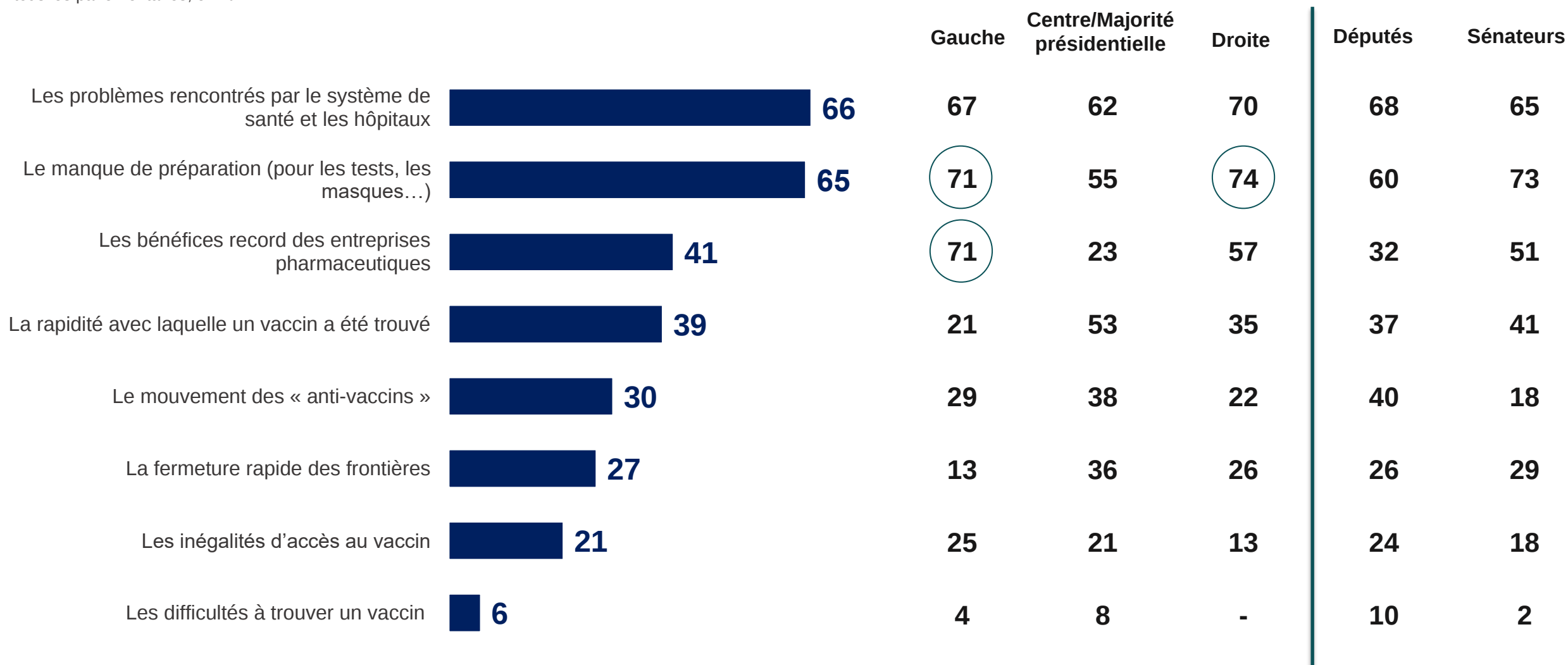
« Je sais qu'il y a eu énormément de problèmes avec l'Italie. Les premiers temps on entendait des décès par dizaines de milliers, c'était assez effrayant. Et comme on était dans un contexte où personne ne savait de quoi il s'agissait... » (Parlementaire Centre-Droite)

Les parlementaires déclarent avoir été marqués principalement par les problèmes rencontrés par le système de santé et les hôpitaux, ainsi que par le manque de préparation lors de la réponse à la pandémie de Covid-19

Parmi la liste suivante, quels sont les événements qui vous ont le plus marqué dans la réponse internationale à la pandémie de Covid-19 ?

Réponses données à l'aide d'une liste, 3 réponses possibles

- À tous les parlementaires, en % -



Différents sujets mis à jour par la crise Covid... (1/2)

Plusieurs sujets qui méritent des commentaires :

- **Des problèmes incontestables rencontrés par le système de santé et les hôpitaux**, une pandémie qui a mis à jour des difficultés plus profondes, autant conjoncturelles que plus structurelles, notamment de l'hôpital public : manque d'effectifs, manque de lits, manque d'équipement ou désuétude dans les équipements... Une vraie fragilité du système de santé, réelle même si elle a pu être relativisée par le dévouement dont a su faire preuve le personnel de santé au plus fort de la crise. Un sujet que le Covid a mis à jour plus qu'il ne l'a provoqué, avec souvent l'espoir que ce coup de projecteur permettra de prendre les décisions adéquates ;
- **La rapidité avec laquelle le vaccin a été découvert est souvent pointée comme un aspect remarquable**, témoignant de la capacité à mobiliser rapidement et fortement des ressources derrière un sujet important. L'occasion également pour les parlementaires français de noter et regretter le retard pris par la France sur le sujet, dont a témoigné son incapacité à développer rapidement un vaccin ;
- **Des bénéfices effectivement très importants réalisés par l'industrie pharmaceutique** avec souvent une double dimension :
 - D'une part, on estime **normal de récompenser la recherche** et la capacité à trouver dans des conditions aussi exceptionnelles, une stimulation/motivation nécessaire et à encourager ;
 - D'autre part, **un encadrement à mettre en place** : soit pour forcer le réinvestissement d'une partie de ces bénéfices dans la recherche, soit pour limiter les pratiques commerciales abusives dans la gestion de la pénurie par exemple...

« Les travaux sur l'ARN messenger étaient anciens, ce que le grand public ne savait pas forcément. Mais je trouve que c'est bien, c'est réjouissant que le monde scientifique puisse faire quelque chose comme ça. » (Parlementaire Gauche)

« Quand vous faites des choses en millions voire en milliards d'exemplaires, une marge infime représente des sommes colossales. Ça peut se comprendre. Que les gens aient bien gagné leur vie en récompensant des années et des années de recherche et de capacité à se mobiliser, si cela correspond à une marge acceptable, il ne faut pas se focaliser. Mais il y a eu un moment où il y avait des négociations avec des prix qui augmentaient de la part des fabricants... C'est moins digne, j'étais plutôt choqué à ce moment-là. Ce qui est condamnable c'est la gestion de la pénurie par les labos pour faire monter les prix. » (Parlementaire Gauche)

« Je regrette le principe de précaution absolu. Je trouve qu'on devrait plutôt apprendre à être actif et réactif que d'avoir tout prévu parce qu'on ne prévoira jamais tout. Il faut être pragmatique et réactif plutôt que dogmatique sur ces questions. » (Parlementaire Gauche)

« Ça prouve que quand on est dans cette situation d'urgence, on est capable de développer plus rapidement un vaccin parce que justement, on simplifie les procédures, il faudrait peut-être en tenir compte et en tirer des enseignements. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Le système de santé français est en perte de vitesse depuis de nombreuses années. Responsabiliser uniquement le gouvernement d'aujourd'hui, ce ne serait pas normal. Mais de gouvernement en gouvernement, on a bien vu que les aides ont largement diminué. On était déjà en grande souffrance, et quand il arrive une pandémie qui surprend tout le monde et qui demande évidemment un surcroît de travail et des hospitalisations en masse, forcément, la situation a mis en exergue et a pointé du doigt tout ce qui n'allait déjà pas et ça n'a pas arrangé les choses évidemment. » (Parlementaire Centre-Droite)

« Ce qui a été frappant, c'est autant le déficit matériel qu'humain, c'est les deux. Parce qu'on manque aujourd'hui de médecins, d'infirmiers, on manque de tout. Je pense qu'aujourd'hui il serait nécessaire de faire un vrai plan santé, une grosse réforme là-dessus. J'espère qu'on ne va pas continuer dans la même configuration. Malheureusement, à tout malheur, il en ressort quelque chose de positif aussi. Comme après une grande guerre, il faut restructurer, il faut refaire les infrastructures. J'espère que ça donnera le ton pour dire qu'aujourd'hui on n'est pas à l'abri d'une deuxième pandémie quelle qu'elle soit et qu'il faut absolument être en capacité de pouvoir réagir rapidement. Et pour réagir rapidement, il faut soigner ce qui ne va pas, c'est le cas de le dire. » (Parlementaire Centre-Droite)

Différents sujets mis à jour par la crise Covid... (2/2)

- **Un manque de préparation qui n'est pas nié et qui a été ressenti** mais l'idée également qu'il faut prendre garde à ne pas tomber dans un principe de sur-précaution qui conduirait à toujours anticiper le pire. La nécessité de rester très pragmatique sur ces questions ;
- **Un mouvement des Antivax qui est très largement condamné**, qui a mis en lumière des problèmes d'information et de communication sur le sujet de la part des médias, des réseaux sociaux, mais également des pouvoirs publics.

« Je pense qu'on avait un système qui souffrait d'immobilisme et de rigidité. J'ai travaillé dans les hôpitaux, j'ai côtoyé les services, c'est très cloisonné. Il n'y a pas beaucoup de polyvalence et d'entraide entre les services. Et là, les professionnels de santé ont réalisé qu'ils pouvaient très bien s'adapter à d'autres types de soins et d'autres pratiques. Uniquement parce qu'ils acceptaient la polyvalence, ils acceptaient de faire d'autres tâches que celles qui leur étaient attribuées dans une situation normale. Je trouve qu'il y a un aspect positif à cette crise, c'est que ça a peut-être permis davantage de fluidité entre les services dans les hôpitaux. Je pense que ça a permis aux compétences en place d'évoluer. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Il n'y a eu que des affirmations et leur contraire, ce qui inspire le doute... On n'avait pas besoin de masques, ils ne servaient à rien, après on en avait besoin. On a fait faire des masques aux bénévoles, finalement on sait que les masques en tissu ne servent à rien. On a fait monter les paniques... » (Parlementaire Centre-Droite)

« Ils ont bénéficié effectivement de la situation [les entreprises pharmaceutiques] et je pense qu'une partie de ces bénéfices devraient être réinvestis dans la recherche et pourquoi pas, à financer des projets publics-privés, pour venir aider un peu les finances publiques. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Je trouve le mouvement des Antivax complètement déraisonnable et irrationnel... Je pense que les médias ont amplifié le phénomène, les réseaux sociaux ont aussi eu un effet déplorable... On a aussi un problème de formation à la base : quand on est personnel soignant, il y a des fondamentaux qu'à priori on devrait avoir intégré. Comme la nécessité de se faire vacciner quand on est personnel de soin. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Ils ont travaillé à produire des milliards de vaccins en quelques mois, quelques semaines, évidemment ils ont eu des bénéfices. Ils ont produit des volumes impressionnants donc c'est des bénéfices impressionnants. Après, cela peut être aux entreprises de montrer l'exemple en offrant des vaccins... C'est une façon de faire un retour et de rendre les bénéfices plus acceptables. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Les Antivax, c'est leur choix, c'est à eux d'assumer. A partir du moment où ils ne mettent pas la vie des autres en danger, c'est eux que ça regarde. Mais qu'ils ne mettent pas la vie des autres en danger, c'est ça qui est important. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

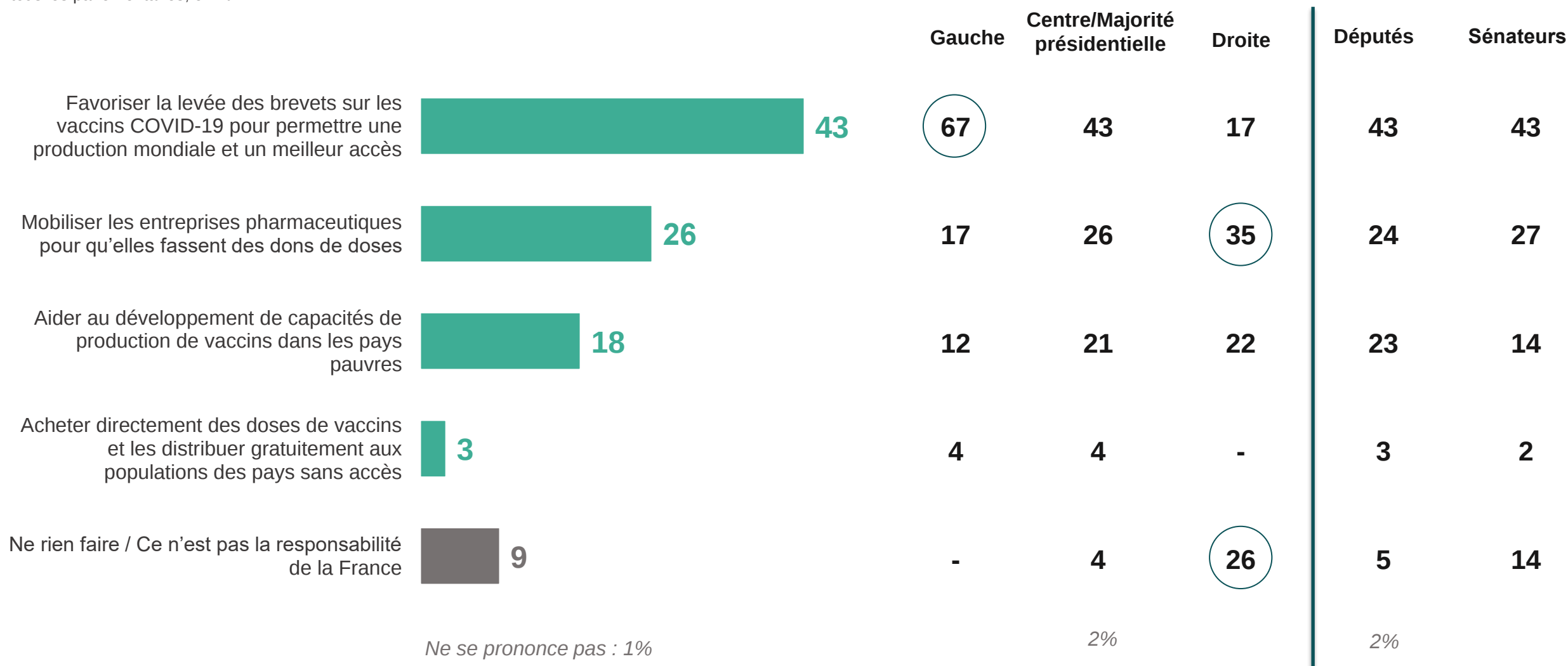
« Les bénéfices ont été importants pour eux, évidemment. Notamment sur les laboratoires pour les vaccins. Après, je n'ai pas vraiment d'éléments qui pourraient me permettre de juger les bénéfices qu'ils ont pu faire. Dans tous les cas, si le covid a malheureusement tué quelques PME et quelques entreprises, dans les milieux des laboratoires, ils ont largement fait leur beurre. Quand on fait de l'argent sur la misère du monde ou sur des problèmes comme ça, c'est toujours mal vu. Ce sont des laboratoires, évidemment ils font leur travail, on est d'accord. Mais in fine, vus tous les dividendes reversés, on aurait pu imaginer que cet argent aurait pu servir pour faire un plan de financement pour toutes ces entreprises qui ont mis la clé sous le paillason et qui continuent encore aujourd'hui à souffrir et à rembourser les dettes qu'ils ont pu contracter pendant cette période. Je ne sais pas, c'est peut-être un peu utopique d'imaginer ça mais pourquoi pas. On peut se poser la question de comment répartir ces sommes sur ceux qui en ont pâti et notamment sur les hôpitaux qui ont manqué de tout à un moment donné, qui ont manqué de protection, de masques, de personnel. Il y avait peut-être quelque chose à faire de ce côté là... » (Parlementaire Centre-Droite)

Afin de réduire les inégalités en termes de taux de vaccination entre les pays du Nord et les pays du Sud, les parlementaires estiment principalement que la France devrait se positionner en faveur de la levée des brevets sur les vaccins contre le Covid-19

Les pays dits du Nord ont un taux de vaccination contre le covid de leur population proche des 80%, contre un peu plus de 20% dans les pays les plus pauvres*.

Selon-vous quelle devrait être la position de la France ? Réponses données à l'aide d'une liste, une seule réponse possible

- À tous les parlementaires, en % -



Une question de la disparité Nord/Sud plus complexe qu'il n'y paraît sur le Covid, avec la nécessaire prise en considération des spécificités du Sud... (1/2)

Une **disparité réelle entre le Nord et le Sud** et une **ampleur que l'on reconnaît** extrêmement importante. Des chiffres qui ne sont pas une surprise mais que l'on n'imaginait peut-être pas aussi importants.

Mais une situation complexe qui **demande réflexion, sang froid et pragmatisme** :

- **Un premier réflexe d'indignation** devant de tels chiffres avec une distorsion qui semble révélatrice d'écarts de développement totalement inacceptables entre les pays plus favorisés et ceux qui le sont moins ;
- Mais rapidement, **l'appel à analyser plus froidement les chiffres** avec l'idée que le Covid n'est pas une pandémie comme les autres et que ces écarts peuvent **s'expliquer par des contextes très différents** entre le Nord et le Sud qui justifient une moindre pertinence à la vaccination dans les pays du Sud :
 - **En premier lieu, un contexte démographique** avec des populations du Sud beaucoup plus jeunes... alors que le virus décime surtout les plus âgés ;
 - **En deuxième lieu, un contexte climatique** avec des pays au climat plus chaud et sec... et un virus qui semble davantage se développer dans des contextes climatiques plus tempérés et humides ;
 - **En troisième lieu, un contexte sanitaire** avec des populations qui ne présentent peut-être pas une accumulation de facteurs de comorbidités comme cela peut être le cas au Nord (obésité, diabète, maladies cardio-vasculaires...).

*« Je ne suis pas pour l'uniformité dans le traitement. Je ne sais pas quelle a été l'ampleur de l'épidémie dans certains pays. L'égalité ce n'est pas l'uniformité. Il faut regarder chaque cas de manière bien précise. »
(Parlementaire Gauche)*

*« Déjà 80% [de couverture vaccinale dans les pays du Nord], ce n'est pas suffisant. Il faut arriver à 90% et plus pour arriver à une immunité collective parce qu'en dessous le virus continue quand même à circuler. »
(Parlementaire Majorité présidentielle)*

« Pour intéressants qu'ils soient, ces chiffres doivent être lus avec intelligence en les croisant avec les taux de mortalité, avec la démographie pays par pays. Ce sont des chiffres importants, le différentiel est absolument énorme mais je ne voudrais pas avoir de réaction simpliste. Oui, il y a une responsabilité, oui nous devrions tout faire pour renforcer le taux de vaccination mais en même temps, vacciner pour vacciner, ça n'a pas de sens si la population n'est pas si fragile que ça eu égard à l'épidémie. Il faut faire très attention. J'aurais presque envie de dire, renforçons le taux de vaccination des populations fragiles contre le VIH, contre la fièvre jaune... c'est à dire des maladies qui sont aujourd'hui très mortelles pour les populations du Sud. Je suis pour la vaccination parce que je considère que la vaccination sauve, mais en même temps, poussons à des vaccinations qui ont du sens, en fonction des régions auxquelles nous nous intéressons. En caricaturant, nous n'allons pas pousser à la vaccination contre la fièvre jaune en France, ça n'a pas de sens. Avant le Covid, il y a sans doute des renforcements de vaccinations à opérer dans les pays du Sud pour éviter une mortalité sur d'autres maladies très impactantes. » (Parlementaire Gauche)

« Sur la crise Covid, nous avons d'ailleurs à plusieurs reprises réclamé au gouvernement qu'il y ait un renforcement de l'aide et de l'accompagnement aux pays du Sud. Pays du sud et pays en voie de développement ont aussi trinqué. Même si nous n'avons pas été suffisamment entendus. Que ce soit au niveau national ou européen, l'aide aurait dû être renforcée à destination du Sud. » (Parlementaire Gauche)

« Eu égard aux strates de populations plus jeunes que dans nos économies, la question de la gravité Covid se posait différemment... La structuration démographique africaine est différente et les a relativement épargnés de la mortalité Covid. » (Parlementaire Gauche)

Une question de la disparité Nord/Sud plus complexe qu'il n'y paraît sur le Covid, avec la nécessaire prise en considération des spécificités du Sud... (2/2)

Au final, une **question de la vaccination Covid qui se pose avec moins d'acuité...** parce que le virus circule moins et décime moins les populations. Preuve en est les chiffres de mortalité qui semblent beaucoup moins importants qu'au Nord (malgré les doutes qui entourent inévitablement ce type de données dans les pays du Sud).

La conclusion qui s'impose souvent est la suivante :

- **Etudions finement la situation du Sud et développons la vaccination de manière très ciblée**, uniquement si un besoin précis se fait sentir auprès d'une tranche d'âge, d'une catégorie de la population, dans certaines zones...
- **Priorisons d'autres vaccinations au Sud**, des vaccinations pour des maladies et virus qui occasionnent davantage de dégâts, concentrons les efforts du Nord sur des questions qui ont une vraie pertinence au Sud (paludisme...), ce qui n'est pas forcément le cas du Covid.

Un comportement est néanmoins toujours condamné, celui qui a conduit à vendre aux pays du Sud des doses de vaccins périmées ou en passe de l'être : un comportement humiliant et méprisant pour ces pays et leur population, renvoyant aux heures sombres de la colonisation, qui ne font qu'alimenter un ressentiment préjudiciable vis-à-vis des pays du Nord.

« Il y a eu des lots de vaccins quasiment périmés qu'on leur a envoyés. C'est une image extrêmement négative. C'est absolument terrible et ça suscite un sentiment d'humiliation pour les populations réceptives de ce type de produits en voie de péremption. » (Parlementaire Gauche)

« Il faut analyser l'incidence de la maladie sur certains pays. Il semble que certains pays en voie de développement sont peut-être moins sensibles au virus pour des raisons de climat ou d'autres facteurs que l'on ne maîtrise encore pas. C'est plus le ratio entre le nombre de cas et le nombre de gens vaccinés qu'il faut appréhender plutôt qu'un pourcentage comme ça. Est-ce qu'il y a autant de personnes âgées fragiles que chez nous par exemple. On ne vaccine pas les enfants. Or, quand vous avez un pays où 80% de la population est composée de la jeunesse, c'est normal qu'on n'ait pas les mêmes taux de vaccination. Je ne suis pas pour l'indignation permanente sur des chiffres vrais mais qui déforment la réalité. » (Parlementaire Gauche)

« Pour ce qui est des pays en développement, il faut que la France les aide à augmenter le taux de vaccination. Mais ça dépend aussi beaucoup des pays, de leur géographie. Tous les pays n'ont pas la même densité de population, le virus circule beaucoup quand c'est dense mais quand vous êtes dans le désert, vous ne risquez pas grand-chose. C'est difficile de généraliser, sauf dans les zones urbaines denses où là, il y a de la promiscuité. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Je pense que la France devrait pouvoir contribuer à travers peut-être une coopération internationale, à travers les Nations Unies, à l'Unicef ou la Croix Rouge... Il faut essayer de développer ce chiffre. La France toute seule, peut-être pas, mais dans un consortium avec d'autres pays de l'Union. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« On envoie dans les pays en voie de développement, les vaccins dont la date de péremption est passée... De toute façon, la France n'a pas les capacités et on ne lui fait pas confiance. Les pays en voie de développement aujourd'hui, n'ont pas confiance en la France, que ce soit la France ou les autres pays riches entre guillemets. » (Parlementaire Centre-Droite)

Toutefois, des parlementaires qui militent pour un développement de l'aide au pays du Sud en matière de vaccination... (1/2)

Au-delà de la question du Covid, une **problématique de la vaccination qui a encore beaucoup de sens** pour les pays du Sud avec un devoir des pays du Nord pour leur venir en aide.

Des parlementaires qui estiment généralement que le salut passera par une **diversité d'options**, davantage que par une solution unique :

- **L'encouragement/aide au développement des capacités de production dans les pays** du Sud, afin qu'ils deviennent indépendants ;
- **La levée des brevets** pour ne pas prendre la science en otage et partager les avancées... après avoir récompensé ceux qui ont trouvé ;
- **Dans des cas d'urgence extrême, acheter et donner des doses de vaccins**, mais uniquement en dernier recours. Avec toujours une attention à porter au devenir des doses dans des pays où la corruption et les détournements peuvent potentiellement être importants.

« Que chacun fasse son médicament et ne s'occupe pas de ce qui se passe autour ne me semble pas être la bonne solution. Je pense que la santé peut être répartie dans le monde à partir du moment où on a la capacité de diffuser les choses. Même rapatrier la production de Paracétamol, je ne suis pas sûr que ce soit une bonne chose... Bien sûr il ne faut pas piller les cerveaux des pays en voie de développement pour qu'on fabrique des choses qu'ensuite on va leur revendre... Et il faut se méfier aussi des pays et des villes dans lesquels on installerait ces industries. Je ne suis pas sûr que tout soit irréprochable du côté de Wuhan si vous voyez ce que je veux dire... »
(Parlementaire Gauche)

« Je suis pour l'universalité de la science. Il faut récompenser et rémunérer ceux qui ont trouvé mais il ne faut pas qu'après on soit les otages de ce qu'ils ont trouvé. » (Parlementaire Gauche)

« C'est le rôle de la France et même d'aller directement pratiquer la vaccination dans ces pays. Plutôt que de voir perdre ces vaccins ou de les voir détournés dans des trafics. Il faut aussi vérifier qu'on vaccine bien tout le monde et pas simplement les proches des décisionnaires. Je trouve qu'il faut faire attention avec les contraintes. Il faut plutôt encourager pour obtenir une fabrication suffisante et ensuite qu'on analyse scientifiquement la répartition. Si on contraint, certains vont détourner, revendre à d'autres pays plus cher... » (Parlementaire Gauche)

« Les valeurs de la France c'est la liberté, l'égalité et la fraternité. La fraternité c'est comme le nuage de Tchernobyl, elle ne s'arrête pas à la frontière. » (Parlementaire Gauche)

« Je fais partie des gens qui considèrent que les bonnes réponses sont forcément plurielles. Si vous n'appliquez qu'une réponse, vous organisez un système de dépendance Nord-Sud. Or la vraie logique de la relation Nord-Sud et de l'aide au développement Nord-Sud c'est d'aider le Sud à être indépendant de toute aide et aussi indépendant de toute position du Nord. » (Parlementaire Gauche)

« Bien sûr qu'il faut mettre à disposition lorsqu'il le faut des doses en urgence et les payer si les pays du Sud n'ont pas les moyens de les payer. Comme il y a eu pendant la crise covid du don européen vis à vis des pays du Sud. Bien sûr que sur certains produits il faut lever les brevets. Bien sûr qu'il faut pousser les industries pharmaceutiques à vendre moins cher. Et ça pose un problème, différencier le prix du produit alors que c'est la même qualité, ça pose un vrai souci et ça peut susciter tous les trafics par derrière. Donc c'est compliqué... Bien sûr il faut aussi aider les pays du Sud à créer leur propre laboratoire de fabrication. Donc toutes les réponses doivent être mises sur la table et chacune doit être progressivement mise en place, à des degrés, avec des niveaux différents en fonction des pays. Parce que la réponse pour le Mali ne sera pas la même que pour le Rwanda ou pour le Nigéria. Il est évident que dans cette logique Nord-Sud, il faut qu'on puisse avoir toutes les palettes de solutions sans en exclure et que dans la discussion avec les pays ou à la demande des pays, on puisse la mettre en place. Mais je ne crois pas à une solution unique, miracle, du Nord pour le Sud. » (Parlementaire Gauche)

Toutefois, des parlementaires qui militent pour un développement de l'aide au pays du Sud en matière de vaccination... (2/2)

Dans tous les cas on notera :

- Que l'**inaction n'est pas perçue comme une option** satisfaisante, d'autant plus pour un pays comme la France ;
- Mais une intervention du Nord que certains peuvent davantage **envisager dans une perspective internationale et européenne** que purement nationale, à un moment où les Etats, même du Nord, ont individuellement des moyens plus limités et qu'ils doivent également se préoccuper de leur situation intérieure ;
- Que l'aide à apporter au Sud doit toujours **se faire en étroite collaboration avec les pays concernés**, le Nord étant davantage là pour proposer son aide... mais en acceptant de se plier au refus éventuel des pays du Sud.

« Moi je suis pour que des pays qui sont en développement deviennent autonomes, y compris pour des industries stratégiques comme les médicaments. Je trouve que c'est toujours mieux de permettre aux pays de maîtriser une filière plutôt que de les rendre complètement dépendants. Le fait de les donner, c'est peut-être bien à court terme mais toute chose a une valeur, si eux la produisent, ça crée des emplois et ça fait du progrès pour eux. »
(Parlementaire Majorité présidentielle)

« Pourquoi la France devrait faire quelque chose ? C'est plutôt à l'Europe, et l'Europe l'a fait. En envoyant des millions de vaccins gratuits. C'est tout à l'honneur de l'Union européenne et de la France d'avoir envoyé gratuitement des vaccins. Le problème derrière c'est comment on vaccine sur place et comment on peut aller jusqu'à la population campagnarde des pays. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« On ne peut pas non plus imposer à un pays la vaccination. Par contre on peut proposer de mettre à disposition des vaccins. C'est ce qui est déjà fait actuellement. C'est au gouvernement en place d'assumer ce choix de vacciner pour son peuple. Que ça soit n'importe quel pays du monde, c'est aux politiques de dire. L'Europe, de ce que j'en sais, a proposé de mettre à disposition des vaccins pour ceux qui le demandent. Est-ce que tous les pays le demandent ? Mais l'Europe a joué son rôle et la France au sein de l'Europe a joué son rôle. Maintenant, on ne peut pas imposer à un pays la vaccination, on peut le proposer et pas l'imposer. Les personnes politiques sont là pour prendre des décisions, ils doivent l'assumer et ils le font. Il faut faire ça par étape, il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs. Il faut faire dans l'ordre et toujours proposer. On propose et après, chacun dispose, ça c'est important. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Beaucoup de pays de l'Union européenne veulent rouvrir des industries pharmaceutiques sur leur territoire. Avant d'aller le faire ailleurs, commençons déjà par le mettre en œuvre chez nous. Après derrière, on pourra le proposer à d'autres pays en voie de développement. Mais aujourd'hui la priorité c'est de redéployer cette industrie sur le territoire français. Déjà commençons par nous et continuons à proposer à ceux qui en veulent des vaccins gratuits s'ils le veulent. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

Le regard des parlementaires sur les perspectives d'une future pandémie

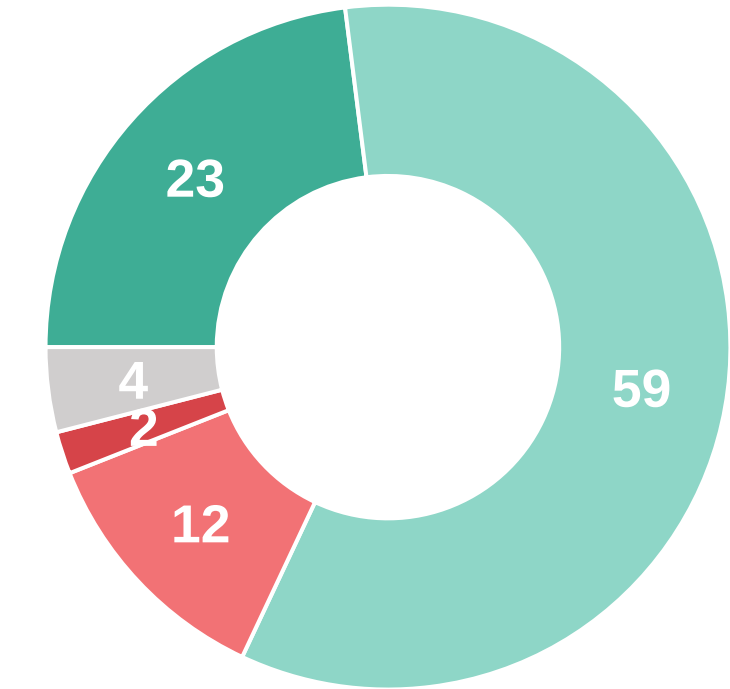
Plus de 8 parlementaires sur 10 estiment probable qu'une nouvelle pandémie se déclare dans les prochaines années, près d'un quart en en étant même certains

Pensez-vous qu'une nouvelle pandémie (que ce soit le covid-19 ou une autre) se déclarera dans les prochaines années ?

- À tous les parlementaires, en % -

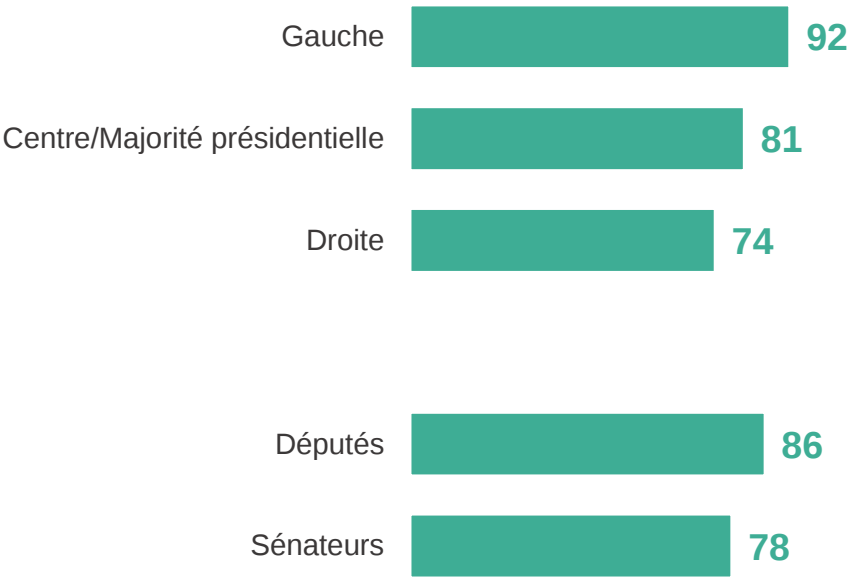
Oui : 82%

Non : 14%



- Oui certainement
- Oui probablement
- Non certainement pas
- Non probablement pas
- Ne se prononce pas

Oui



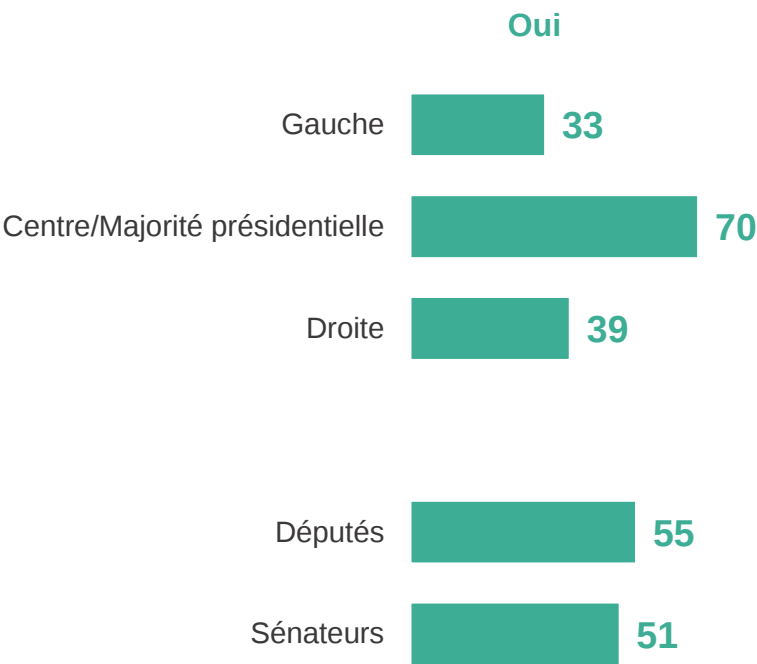
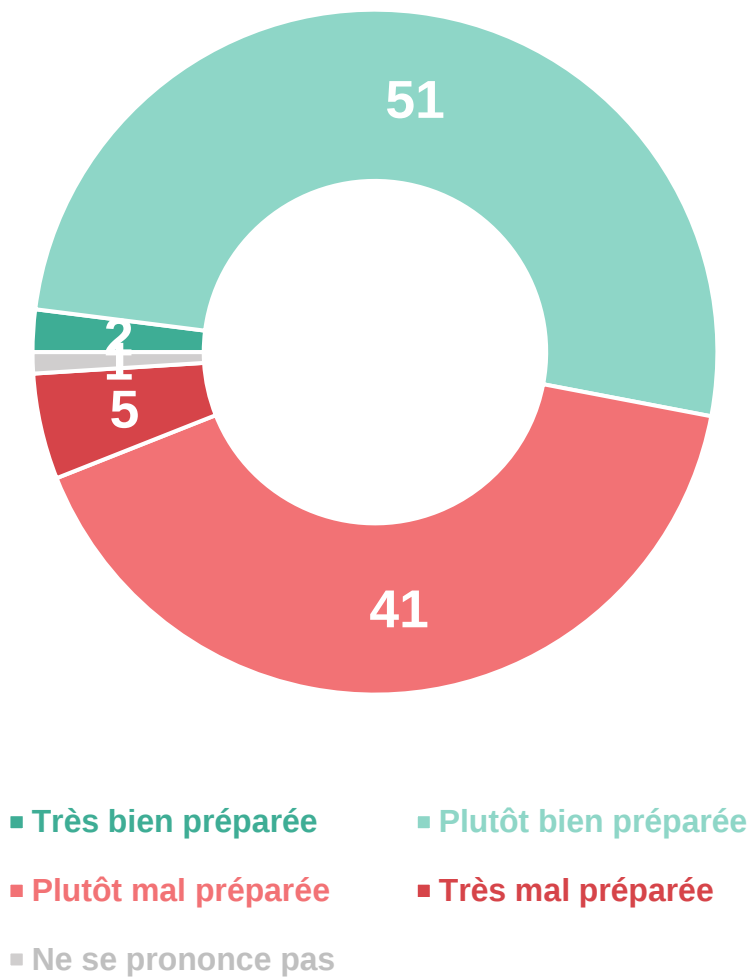
Les parlementaires se montrent partagés quant au niveau de préparation de la communauté internationale en cas de nouvelle pandémie

Diriez-vous que la communauté internationale est bien ou mal préparée si une nouvelle pandémie (que ce soit le covid-19 ou une autre) se déclarait dans les prochaines années ?

- À tous les parlementaires, en % -

Bien préparée : 53%

Mal préparée : 46%

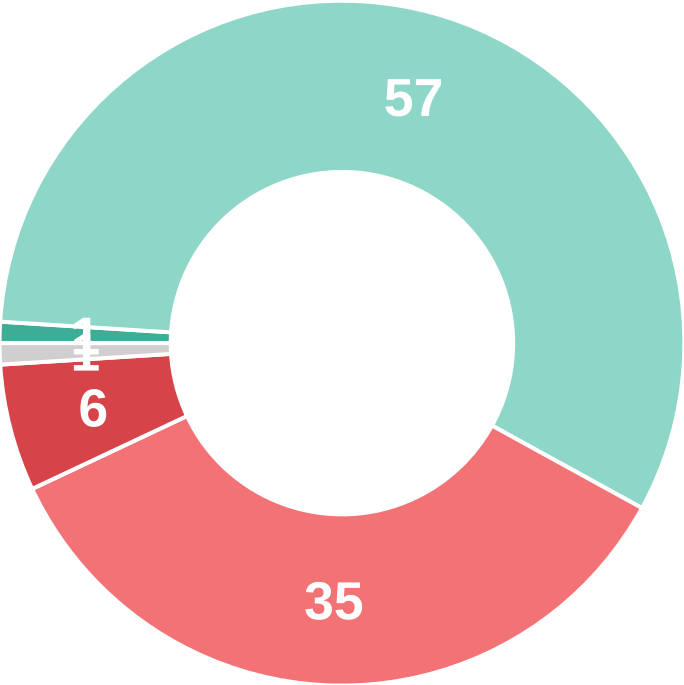


Près de 6 parlementaires sur 10 estiment par ailleurs la France bien préparée dans l'éventualité d'une nouvelle pandémie, avec cependant peu de certitudes affirmées

Et diriez-vous que la France est bien ou mal préparée si une nouvelle pandémie (que ce soit le covid-19 ou une autre) se déclarait dans les prochaines années ?

- À tous les parlementaires, en % -

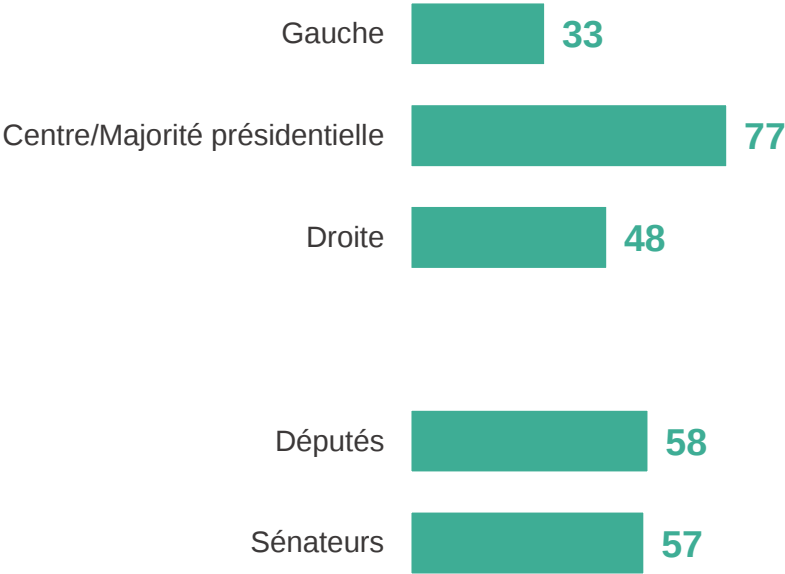
Bien préparée : 58%



Mal préparée : 41%

- Très bien préparée
- Plutôt bien préparée
- Plutôt mal préparée
- Très mal préparée
- Ne se prononce pas

Oui



L'espoir que des leçons ont été retenues, autant par la France que par la communauté internationale... (1/2)

Des parlementaires qui pensent (ou du moins espèrent) que **la communauté internationale comme la France seront mieux préparées** à une nouvelle pandémie, si elle devait intervenir dans les prochaines années, soit en raison de failles mises à jour pendant la pandémie et auxquelles elles ont pu apporter une réponse, soit en raison de comportements initiés et éprouvés lors de cette période :

- **Une réaction qui serait plus rapide**, notamment par la prise de conscience de l'interdépendance mondiale, du fait que cela peut aussi nous arriver, que les pays « exotiques » n'ont pas l'exclusivité des pandémies... Des premières mesures d'urgence qui seraient sans doute plus rapidement adoptées ;
- **Une meilleure maîtrise des flux de population aux frontières**, pour essayer de mieux piloter la circulation des virus ;
- **Une réduction de la dépendance** vis-à-vis de l'extérieur, concernant le matériel médical, la production de médicaments... sans parler des investissements à faire en termes de recherche pour avoir l'espoir de trouver un vaccin ;
- **Davantage d'autorité** dans la parole publique, avec une parole plus rationnelle, plus cohérente, plus centralisée, qui reposerait sur la science qui doit seule s'imposer dans ces circonstances, une communication mieux pensée, mieux coordonnée et mieux orientée ;
- **Une meilleure coopération internationale/européenne**, avec des missions réparties entre les pays membres de l'Union, pour diviser la charge et optimiser l'efficacité,

« Je pense qu'on a compris qu'il fallait réagir. Lorsqu'on a appris les premiers cas de Covid en Chine, on a vu ça de manière exotique, parce que ça venait de Chine, parce que c'était loin de nous. Moi le premier. Et on a vite vu que non, les épidémies pouvaient toucher tout le monde, à tout moment. La prise de conscience serait plus forte et plus rapide. » (Parlementaire Gauche)

« Je pense qu'on a également compris des choses sur les vecteurs de l'épidémie, avec des contrôles aux frontières qui seront plus rapidement mis en place. » (Parlementaire Gauche)

« Cela a redonné de la légitimité aux élus locaux et aux solutions apportées par le terrain. On l'a compris jusqu'au sommet de l'État. Je pense qu'on a aussi compris qu'on devait mutualiser les achats... Et ne pas vouloir simplement égoïstement sauver ses proches. Ça ne fonctionne pas comme ça. » (Parlementaire Gauche)

« J'espère qu'individuellement les gens ont pris conscience de l'attitude qu'il faut avoir vis-à-vis de son entourage. J'ai vu par exemple beaucoup de migrants originaires de pays où les épidémies font encore des ravages prendre beaucoup plus de précautions que nous qui pensons qu'on peut être protégés de tout et soignés de tout. » (Parlementaire Gauche)

« Je pense qu'on a quand même appris de cette pandémie et qu'il y a des erreurs qu'on ne referra pas. Le lavage des mains et les masques, ce sont des choses que la population a intégrés. Ces règles d'hygiène un peu basiques étaient perdues de vue depuis de nombreuses années. Quand on sait que de toute façon si on tombe malade on sera pris en charge on ne se préoccupe pas trop de la prévention. Et c'est ça le problème en France, je pense qu'il faut être dans la prévention justement. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« On a entendu trop de bavardages au sujet d'une discipline comme la santé publique. C'est une discipline particulière et les avis individuels que l'on croit de bon sens ont beaucoup nuit à la prise en charge de cette épidémie. Il faut de l'autorité et une autorité de compétence. Là, on avait trop d'avis : le ministère de la Santé, les comités mis en place... Il y en avait trop. Il faut des instances de dialogues mais ensuite, il faut une seule parole. » (Parlementaire Gauche)

« On sait malheureusement que les crises ne se reproduisent pas de la même manière, avec la même intensité et dans la même géographie. Malheureusement, nous n'apprenons que peu des crises précédentes. On apprend pas mal, on apprend même beaucoup mais ce n'est pas la même crise qui survient. On sera préparé au connu mais on ne sera jamais préparé à l'inconnu. » (Parlementaire Gauche)

L'espoir que des leçons ont été retenues, autant par la France que par la communauté internationale... (2/2)

- **Un meilleur fonctionnement des différentes strates** de l'administration, notamment entre le pouvoir central et le niveau local et en particulier pour fluidifier et optimiser les questions de logistique ;
- **Davantage de solidarité** pour venir en aide aux plus fragiles, sans forcément penser à soi en priorité ;
- **Des règles d'hygiène basiques mieux respectées**, des gestes barrière plus intégrés...

« Au cas où on serait à nouveau confrontés à un virus, j'espère que la France qui est quand même le pays de Pasteur sera en bonne position pour répondre de manière plus rapide et plus efficace. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« La dépendance vis à vis des masques, des vaccins, des tests. Peut-être qu'on est toujours dépendant, je n'ai pas fait le point, mais au niveau pharmaceutique et des matériels de protection, mais aussi au niveau de la prise en charge des malades avec les respirateurs... On n'est pas forcément suffisamment autonomes. Je pense qu'il faut tendre vers une autonomie à l'échelle européenne. Nous en France, on n'arrivera pas seul à produire tous ces matériels et médicaments. Je pense qu'il faut le faire ensemble à l'échelle européenne et donc, mettre en place une politique de santé. (...) Les conséquences de cette crise c'est qu'on s'est rendus compte qu'il fallait qu'on coopère davantage sur le plan de la santé. C'est une politique qu'il faut développer à l'échelle européenne pour qu'en cas de nouvelle pandémie on soit en capacité de mieux répondre. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Je pense qu'il faudrait apprendre de cette crise qu'il n'y a pas une omniscience du politique sur des questions qui relèvent du scientifique. C'est pareil pour le nucléaire d'ailleurs, c'est pas le politique qui doit décider si on va prolonger les centrales de 20 ans. Ça n'a pas de sens, ce n'est pas une décision politique, c'est une décision scientifique : est-ce que la centrale peut encore durer 20 ans ? Faisons attention à ce que la parole publique soit une parole rationnelle, qui n'apparaît pas comme une parole politicienne mais comme une parole fondée sur de l'information scientifique. » (Parlementaire Gauche)

« Si je prends l'analogie totalement abusive de ma part des crises financières, nous avons connu en 2008 une crise financière avec une déstabilisation bancaire du système mondial et européen. Quand on regarde avec un peu de recul, la France n'a pas très bien géré cette crise de 2008, on a tardé à réagir. Sur la crise Covid, on a réagi. En 2008, les Allemands s'en sont un peu mieux sortis que la France parce qu'ils ont réagi plus tôt, plus fermement, en aidant davantage les entreprises.. C'est au moins ce que le gouvernement a fait lors de la crise Covid où massivement des aides ont été mises en place. Je le dis d'autant plus facilement que je suis dans l'opposition. Donc oui, nous apprenons des crises passées et on espère toujours être plus réactifs, avoir la meilleure réponse. Mais on n'est jamais certain que la crise qui arrivera malheureusement peut-être dans quelques années, sera une répétition de la crise précédente. » (Parlementaire Gauche)

« J'espère qu'on a retenu une leçon sur la communication, pour une communication la plus transparente possible. Ce qui est reproché encore aujourd'hui au gouvernement c'est la gestion des masques, c'est le mensonge sur les masques. Alors que par ailleurs, le gouvernement a été actif dans la prise en charge du dépistage, du vaccin... On lui reproche les premiers mensonges, les premières dissimulations. Je pense qu'il faut avoir une communication très transparente. » (Parlementaire Gauche)

« Aujourd'hui on a pris conscience que ça pouvait se reproduire demain et tout a été mis en place pour justement, anticiper ces crises qui pourraient se reproduire demain. La France avec l'aide de l'Europe – ou dans l'autre sens, c'est comme on veut – a préparé des stocks de tout, des stocks de masques, des stocks de tenues, des stocks de seringues automatiques, des stocks de médicaments de base, des stocks de tout ce qu'on veut en fait. L'Europe a anticipé. C'est délocalisé par pays, chacun sa mission, chacun doit gérer les stocks dans son domaine : certains pour les masques, d'autres pour les tenues des infirmiers, des médecins, d'autres pour les insufflateurs, les seringues automatiques... Dans toute l'Europe, chaque pays a une mission maintenant, et ça, c'est anticipé. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

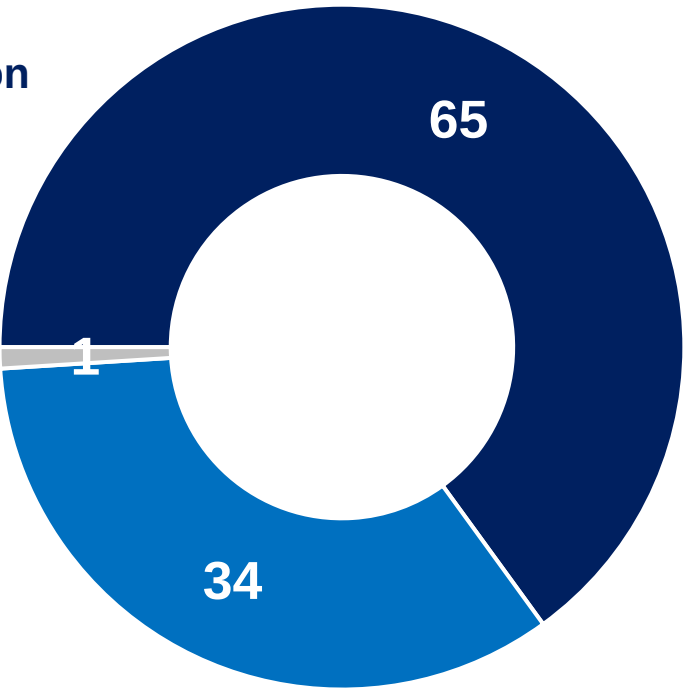
« Si aujourd'hui une crise de la même ampleur venait et si on n'était pas capable d'aider, quand je vois ce qui est mis en place, là, par contre, il y aurait un souci. Aujourd'hui, je peux vous assurer que c'est vraiment au top du top. La France est quand même dans les leaders. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

Pour près des 2/3 des parlementaires, la lutte contre une pandémie telle que celle du Covid-19 doit passer avant tout par une réponse au niveau international, avec une action coordonnée de la France et des autres États

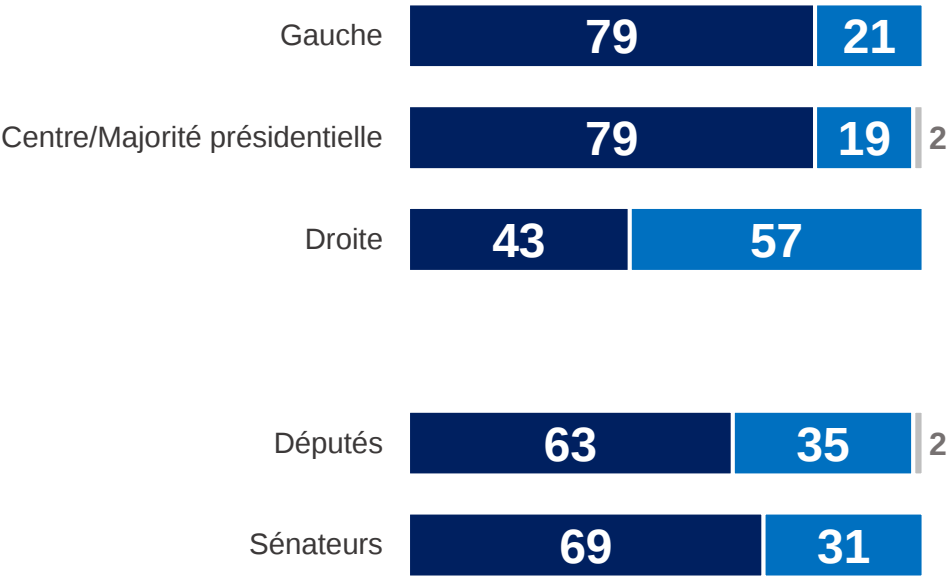
Pour lutter contre une pandémie telle que le Covid-19, faut-il principalement selon-vous ?

- À tous les parlementaires, en % -

Que la France cherche à organiser
une riposte au niveau
international, avec une action
coordonnée entre États



Que la France cherche à s'organiser
indépendamment des actions des autres États



Des parlementaires qui militent avant tout pour une réponse concertée au niveau européen... (1/2)

La tendance transversale parmi les parlementaires est **d'appeler à une concertation internationale** sur des questions de cette envergure, qui touchent le monde entier :

- Parce que le **cadre national leur semble trop restreint...** à la différence de l'international qui permet d'ouvrir le champ des possibles, de créer des synergies, de bénéficier du meilleur de chacun...
- Et surtout parce que **la France n'a pas/plus forcément les moyens** d'apporter une réponse adaptée à sa seule échelle. Un des enseignements majeurs de la pandémie est aussi la mise à jour des capacités limitées de la France sur des problématiques de cette importance.

« Au niveau des États, il faut aller dans le sens de la concertation. C'est normalement le rôle de l'OMS que de le faire. » (Parlementaire Gauche)

« Je suis très franchouillard et jacobin, mais néanmoins, sur l'enseignement de la crise Covid, on a vu que la réponse pouvait être européenne. Nous avons quand même compris qu'on pouvait s'associer au niveau de l'Union pour acheter les doses, qu'on pouvait faire pression sur le marché pharmaceutique, qu'on pouvait avoir une cohérence de nos pharmacovigilances, parce que ce qui se passe dans tel pays a du sens dans l'interprétation dans tel autre pays... Plus on sera sur cette dimension européenne, mieux ce sera. Et plus on sera sur cette concertation européenne, plus on sera en capacité de peser sur l'industrie pharmaceutique pour relocaliser une partie de la production. Parce que finalement, on n'a pas été foutu malheureusement de créer le vaccin. Je n'en veux pas à Pasteur ni à Sanofi. Cette histoire du vaccin ARN a été un pari fou et c'est très bien que certains l'aient trouvé. Mais le fait qu'on ne l'ait pas trouvé n'invalide pas qu'au niveau national on doit conserver des entités de recherche, des entités pharmaceutiques fortes. Et que ces entités doivent être concertées et se parler au niveau européen. On doit avoir cette concertation européenne en matière de santé, pour moi c'est fondamental. Que ce soit sur la fabrication, sur l'achat... » (Parlementaire Gauche)

« Au moins, cette crise Covid a permis de mettre le doigt sur une incapacité, une faiblesse européenne forte en matière de médicaments. J'étais persuadée avant la crise Covid que la France était encore le deuxième producteur mondial de médicaments. On est à la 6ème ou 7ème place, on s'est fait griller par les Italiens et on a une gestion finalement qui n'est pas une gestion concertée. On a bien vu que nous étions en dépendance envers l'Inde ou la Chine et on s'aperçoit que ce n'est pas sain, ça ne peut pas fonctionner comme ça. Donc ça nous oblige à nous questionner au niveau de l'Union européenne sur : où on doit localiser ? Qu'est-ce qu'on doit localiser en Europe en matière de production pour avoir un niveau minimum de sécurité sanitaire ? » (Parlementaire Gauche)

« De la même manière, on l'a aussi sur l'énergie. On voit bien que demain, la question pour nos industries sera notamment la question de l'alimentation énergétique. Et la réponse sera en partie française bien évidemment mais elle devra se faire dans un concert européen. » (Parlementaire Gauche)

Des parlementaires qui militent avant tout pour une réponse concertée au niveau européen... (2/2)

Néanmoins, si la dimension internationale est la plus adaptée, on montre une **très nette prédilection pour le niveau européen**. Certains vont même jusqu'à avancer que la pandémie pourrait être l'occasion de relancer la construction européenne autant par la mise à jour des limites des Etats, que par les possibilités offertes par la coopération internationale.

Sur cette question une **différence apparaît selon la sensibilité politique** :

- Les parlementaires de gauche/de la majorité présidentielle appellent plus ouvertement à une réponse internationale et européenne. Certains vont jusqu'à saisir l'occasion qui leur est offerte pour développer un vrai plaidoyer en faveur de la coopération/construction européenne...
- ...alors que les parlementaires du centre et de droite montrent davantage de réserves et semblent davantage considérer que le cadre national est suffisant/pertinent.

« Je ne pense pas que l'Europe ait joué son rôle. Pas du tout, pourtant je suis pro-européenne mais je pense que sur cette pandémie-là, il n'y a pas eu suffisamment de positionnement, de décisions. Elle n'a pas joué son rôle. Et pourtant, il y avait matière à, c'était l'occasion pour elle de montrer efficacité et organisation. Au niveau européen, on aurait pu avoir une cohérence, alors que non, ça ne s'est pas fait. » (Parlementaire Centre-Droite)

« Chaque pays bien sûr peut prendre les mesures qu'il souhaite par rapport à son propre territoire, mais tout ça au sein de l'Union européenne. Parce que sans la force européenne aujourd'hui, vous aurez beaucoup de mal à y arriver. Ceux qui pensent que les frontières européennes suffiront à bloquer la maladie, ils rêvent. La France toute seule n'est rien en fait, les gens ont tendance à l'oublier. Les gens pensent que la France aujourd'hui, dans l'échiquier du monde, est capable de faire tout toute seule. Non, ce n'est pas vrai, c'est stupide. Aujourd'hui pour y arriver, il faut une force conséquente et la force conséquente c'est l'Union européenne. L'Union européenne est capable de gérer. Aujourd'hui s'il y a une crise majeure qui se reproduit, les stocks sont là, les stocks sont conséquents. Personne n'en parle mais les stocks sont conséquents dans tous les domaines de base. Les stocks sont mis en place, chaque pays a son rôle, a sa mission au sein de l'Union européenne : il nous faut ça, il nous faut ça, tel pays va faire ci, tel autre va faire ça. Il va également gérer son stock, ça aussi c'est important. Ça c'est la logistique encore. J'insiste beaucoup sur la logistique » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« A mes yeux, l'Union européenne est une force inimaginable. C'est la plus grande économie du monde aujourd'hui. On peut dire ce qu'on voudra. Aujourd'hui l'Europe c'est 550 millions d'habitants, c'est des chercheurs en nombre extraordinaire, c'est une force de production qui est souvent sous-estimée. Si demain on met tout le monde autour d'une table et on dit « produisez-moi une chose » l'Union européenne est capable de produire n'importe quoi, et mieux que la Chine et mieux que les Etats-Unis. Je suis très chauvin quand je vous dis ça et pourtant c'est la vérité. J'arrive du Canada, quand on voit comment ça se passe dans les autres pays, je peux vous assurer que l'Union européenne a la plus belle des forces. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Quand il y a une crise majeure, il faut que tous les grands chercheurs se mettent autour d'une table pour sauver des vies. Je pense que l'Europe sera plus forte parce qu'il y aura plus de chercheurs pour chercher, plutôt que la France toute seule. Il ne faut pas oublier que la France est un pays qui a développé beaucoup de vaccins quand même. Et je pense que quand on a une crise majeure, on doit mettre le monde entier autour d'une table. Mettre tous les meilleurs chercheurs du monde autour d'une table : cherchez, trouvez, produisez. C'est ça qu'il faut faire. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Et grâce à ça, on va sauver des millions de vies. Le Covid, officiellement, c'est quand même 7 millions de morts. Personne n'en parle, même vous vous ne m'en parlez pas. 7 millions de morts dans le monde entier. Il n'y aurait pas eu de vaccin, on serait peut-être à 50 ou 100 millions de morts. C'est 7 millions de trop mais... Et je ne parle que des morts officiels. Combien n'ont pas été reconnus morts du Covid ? C'est énorme 7 millions de morts. Aujourd'hui ne l'oublions pas, 7 millions de morts. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

Afin de lutter contre une éventuelle prochaine pandémie, les parlementaires estiment que la France devrait prendre avant tout des mesures pour renforcer le système hospitalier et relocaliser la production de vaccins et de médicaments

Parmi les mesures suivantes, quelle est celle que la France devrait prendre en premier selon vous pour lutter contre une prochaine pandémie comme celle du Covid-19 ?

Réponses données à l'aide d'une liste, une seule réponse possible

- À tous les parlementaires, en % -

		Gauche	Centre/Majorité présidentielle	Droite	Députés	Sénateurs
Renforcer le système hospitalier	39	46	30	57	37	41
Relocaliser la production de vaccins, de médicaments	38	33	38	35	34	43
Faire en sorte que les vaccins et traitements nécessaires soient considérés comme des biens d'importance mondiale et ne soient pas vendus selon les règles de marché habituelles	15	21	21	4	18	12
Agir auprès des industries pharmaceutiques pour garantir des prix accessibles pour tous aux traitements et aux vaccins	4	-	7	-	6	2
Faire des stocks de masques, vaccins...	3	-	2	4	3	2
Ne se prononce pas : 1%		2%		2%		

toluna

harris interactive

Une priorité à accorder aux faiblesses identifiées à l'intérieur du pays...

Si la **concertation/coopération européenne** est la perspective dans laquelle les parlementaires se retrouvent le plus, ils penchent en revanche pour une **priorité à accorder aux thèmes qui touchent directement le pays** :

- **Le renforcement du système hospitalier** qui a montré d'inquiétants signes de faiblesse lors de la crise Covid ;
- **La relocalisation de la production de vaccins et de médicaments**, avec là encore une crise Covid qui a mis à jour la désindustrialisation préjudiciable de la France ;

On notera que même sur ces thèmes **la réponse apportée peut voire doit être européenne**.

A l'inverse, **les sujets qui touchent moins directement la France** (diffusion/partage des vaccins...) **sont le plus souvent jugés moins prioritaires** ;

La question des stocks est également plus secondaire, montrant les réserves que l'on peut avoir vis-à-vis d'un système de sur-précaution.

On notera également que les Parlementaires soulignent souvent combien, à l'inverse de l'international, **le local peut avoir du sens** pour répondre à une crise de ce type, qu'il ne doit pas être oublié/mis de côté, étant entendu que les collectivités sont au plus près des citoyens et qu'elles sont peut-être la structure la plus à mêmes de saisir leurs besoins.

*« La garantie des prix de vaccins accessibles, c'est un problème de l'OMS et de l'OMC, des règles internationales sur les brevets. Il y a une sorte de gouvernance internationale à parfaire. »
(Parlementaire Gauche)*

*« Je partage cette idée... Les vaccins sont des biens d'importance mondiale que l'on doit se partager et qui ne doivent pas être gouvernés par les règles du marché classiques. »
(Parlementaire Gauche)*

« La dimension internationale est importante, incontestablement. Mais je crois qu'il faut aussi faire confiance à nos collectivités : les régions, les départements et les communes pour certaines, ont été très réactives. Le problème, c'est qu'il n'y a pas vraiment eu de liens entre les décisions nationales, et les collectivités ont décidé d'elles-mêmes d'intervenir pour l'achat de masques, pour l'organisation vaccinale... Le gouvernement a voulu avoir la maîtrise – uniquement lui – sur comment gérer cette crise, sans pour autant redescendre vers les collectivités. Et les collectivités ont décidé de prendre les choses en main. » (Parlementaire Centre-Droite)

« Sur le plan international, il faut avoir une décision commune. Mais ne pas oublier la base. Et la base, c'est les collectivités, c'est quand même elles qui connaissent bien leur population et qui peuvent faire avancer les choses. C'est ce qui s'est passé dans mon département. » (Parlementaire Centre-Droite)

Le regard des parlementaires sur l'aide publique au développement consacrée au domaine de la santé

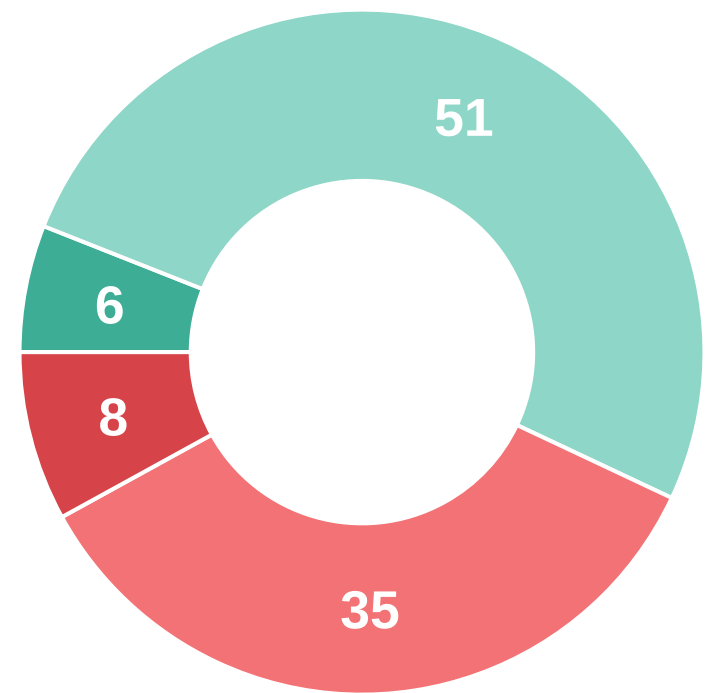
Une courte majorité de parlementaires se déclarent bien informés sur les actions entreprises par la France au titre de l'aide publique au développement, bien que peu d'entre eux se déclarent « très bien informés »

En tant que parlementaire, diriez-vous que vous êtes bien ou mal informé sur les actions entreprises par la France au titre de l'aide publique au développement, c'est à dire la coopération internationale mise en place par la France ?

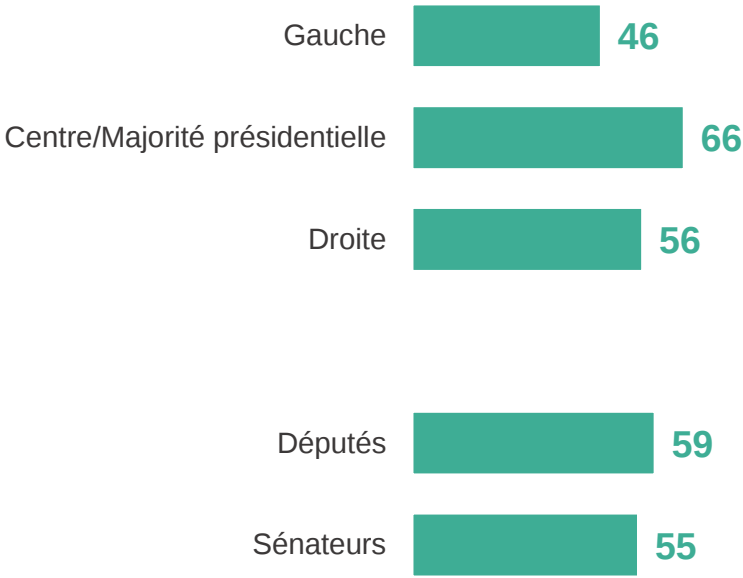
- À tous les parlementaires, en % -

Bien informé(e) : 57%

Mal informé(e) : 43%



Bien informé



Une vraie responsabilité de la France en matière d'aide au développement.... (1/2)

Transversalement et sans distinction d'appartenance politique, un pays qui a **une tradition voire un devoir d'intervention et d'aide** auprès des pays en voie de développement.

- Un devoir qui repose sur un **ressort historique** avec une responsabilité de la France notamment vis-à-vis des pays de son ancien empire colonial, des pays avec lesquels elle entretient un rapport de proximité particulier et auprès desquels elle a un devoir moral d'appui et de soutien ;
- Un devoir qui repose également sur un **ressort plus culturel**, la France étant toujours considérée comme le pays des droits de l'homme, une référence de social-démocratie avec un devoir d'exemplarité qu'elle se doit d'exporter ;
- Un devoir qui repose sur un **ressort plus stratégique et pragmatique d'équilibre** des relations internationales et des flux migratoires, la France étant un pays qui reste attractif pour les pays du Sud : une bonne gestion, maîtrise (et limitation) des flux reposant sur un développement de ces pays.

Comme précédemment évoqué, une aide au développement qui doit être **prioritairement orientée vers les pays avec lesquels la France entretient des liens de proximité forts**, notamment du fait de son histoire. En ce sens, les pays de l'ancien empire colonial français (prioritairement en Afrique, dans les pays d'expression de la francophonie) sont les premiers vis-à-vis desquels l'aide doit être orientée. Mais une aide qui doit également être **conditionnée au respect des droits fondamentaux** par les pays en question.

Mais une aide qui ne doit **pas forcément uniquement concerner ces pays** et qui surtout ne doit **pas s'inscrire dans une logique de rédemption** liée à cette histoire commune.

« La France fait partie des pays développés qui doivent consacrer une partie de leurs dépenses publiques à l'aide au développement des pays en voie de développement. Historiquement la France a un rôle particulier. On a des relations avec certains territoires, des relations privilégiées qui nous obligent vis-à-vis de ces territoires. » (Parlementaire Gauche)

« La France défend des valeurs qui vont dans le sens de l'aide au développement. Et on a un devoir de solidarité. » (Parlementaire Gauche)

« La France n'est pas le seul pays à intervenir dans le monde. Elle doit le faire dans les pays et les régions avec lesquels on a des liens plus anciens. Ces liens c'est une façon de se répartir la charge entre pays développés. » (Parlementaire Gauche)

« Quand on pense à la France, on pense aux droits de l'Homme, c'est un fait qui doit nous guider. On pourrait imaginer que par cette expression-là, la France ait un autre rayonnement. » (Parlementaire Centre-Droite)

« Il y a une responsabilité, j'ai presque envie de dire morale, de la France dans la coopération internationale et notamment dans la coopération Nord-Sud. C'est lié en partie à notre histoire mais aussi en partie aux flux migratoires, que nous connaissons. Puisque la France reste attractive pour une partie des pays du sud, il convient d'aider davantage encore que nous le faisons les pays du Sud à assumer et assurer leur développement. Et pour cela, il faut leur filer un coup de main. Ne serait-ce que pour peut-être mieux organiser, mieux maîtriser, à la fois les flux migratoires mais aussi de manière plus générale les relations, il convient de renforcer les aides Nord-Sud de manière générale. » (Parlementaire Gauche)

« Il y a aussi une dimension culturelle, la France est encore considérée à l'extérieur comme le pays des droits de l'homme, d'une tradition sociale et d'un modèle de social-démocratie qu'elle veut exemplaire, ça lui confère une certaine responsabilité. » (Parlementaire Gauche)

« On a une amitié parfois un peu tendue liée à l'histoire. Il est évident qu'il y a un lien particulier qui nous unit aux pays de l'ancienne France coloniale. Ce lien lié à la langue, à la francophonie, nous crée davantage de proximité qu'avec des pays anglophones ou des pays totalement extérieurs finalement à notre histoire commune. Je ne veux pas dire qu'il faut à tout prix maintenir les liens avec les pays d'Afrique uniquement occidentale ou francophone mais c'est évident qu'il y a des liens un peu particuliers, privilégiés et ce serait dommage de ne pas les entretenir. » (Parlementaire Gauche)

« La mission de la France a toujours été de porter assistance aux pays en développement, en Afrique ou ailleurs. Il faut les aider à sortir du marasme dans lequel ils sont, que ce soit la crise Covid ou autre chose. La France a toujours été un pays qui a apporté de l'aide à tous les pays... Je n'ai pas oublié l'époque coloniale bien sûr mais aujourd'hui, la France est reconnue pour ça, il faut qu'elle continue. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

Une vraie responsabilité de la France en matière d'aide au développement... (2/2)

Une aide au développement qui **doit intervenir dans un cadre international plus large**, une responsabilité à partager avec les autres grands pays occidentaux qui ont également et tout autant que la France un devoir d'assistance et d'accompagnement. On imagine souvent une répartition de l'aide en fonction des zones d'influence naturelles des pays (du fait de leur histoire et des ressorts précédemment mis à jour...).

Une attente d'intervention et d'aide au développement qui semble globalement **plus poussée si on se situe à la gauche ou au centre de l'échiquier politique**. Sans remettre en cause les fondamentaux de cette aide au développement, les parlementaires de droite sont plus mesurés, au titre notamment que la France n'a pas des moyens illimités, et qu'elle doit se soucier en priorité des moyens qu'elle doit mettre en œuvre pour ses concitoyens.

« La France est le pays des droits de l'homme, il ne faut l'oublier. Dans la cour d'honneur de l'Assemblée Nationale, il y a les 17 articles de la déclaration. Quand je fais visiter l'Assemblée, je mets un point d'honneur à chaque fois à le montrer aux visiteurs. On prend toujours quelques minutes à expliquer les Droits de l'Homme. Je leur lis l'article 1er et je leur explique les autres articles dans lesquels on peut retrouver l'essence de la France. Il ne faut pas l'oublier, ça remonte à la Révolution. Pour l'époque, c'est quelque chose qui est révolutionnaire. Ceux qui l'ont écrit à l'époque c'est des gens incroyables, ils étaient visionnaires. Et si on appliquait à la lettre ce qu'il y a de marqué... On passe à côté de beaucoup de choses. Si tout le monde la lisait, je pense que ça serait pas mal. C'est l'essence même de la France. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Je pense qu'elle a un rôle important. Dans les précédentes législatures, on a voté une loi sur l'aide publique au développement qui augmente la contribution de la France à la solidarité internationale. Notamment, on encourage les projets dans les pays émergents, surtout les pays les plus en difficulté vers la transition écologique, énergétique et aussi le progrès social et la parité. J'estime que c'est un devoir de la France. Aider ces pays à se développer et à acquérir des standards proches de l'Europe, c'est aussi un gage de stabilité internationale et mondiale. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« La France, je pense qu'elle a une tradition, elle doit être aux côtés des Etats qui étaient anciennement des colonies de la France. Il y a aussi un devoir moral et on a une sorte de proximité avec ces pays-là de par l'histoire commune. Je pense qu'elle a un rôle à jouer et un exemple à donner. Je pense que c'est aussi une manière de développer son influence économique mais aussi culturelle et linguistique à travers la francophonie. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« De par la francophonie il y a des liens qui se trouvent plus faciles et ce serait dommage de ne pas continuer à les entretenir. » (Parlementaire Gauche)

« Maintenant, si des liens particuliers se développent par proximité politique, philosophique avec des pays avec lesquels nous n'avons pas partagé l'histoire douloureuse de la colonisation, très bien. Il ne faut surtout pas rester scotché à cette mission un peu moralisatrice de la rédemption française. Je ne suis pas du tout sur ce champ-là. » (Parlementaire Gauche)

« La France agit depuis de nombreuses années. On a tous des idéologies qui pourraient nous orienter vers une action vers les pays qui respectent les droits de l'Homme, vers les pays qui ont une certaine éthique. Selon mes valeurs, nous devons être un secours aux personnes en danger. Mais c'est une question qui est très complexe. » (Parlementaire Centre-Droite)

« La France a un passé qui fait qu'elle est normalement plus présente et qu'elle a un rôle à jouer plus fort envers les pays en voie de développement que d'autres pays. » (Parlementaire Centre-Droite)

« Aujourd'hui, les choses évoluent quand même et on voit bien que la France n'est plus aussi souhaitée à certains endroits. » (Parlementaire Centre-Droite)

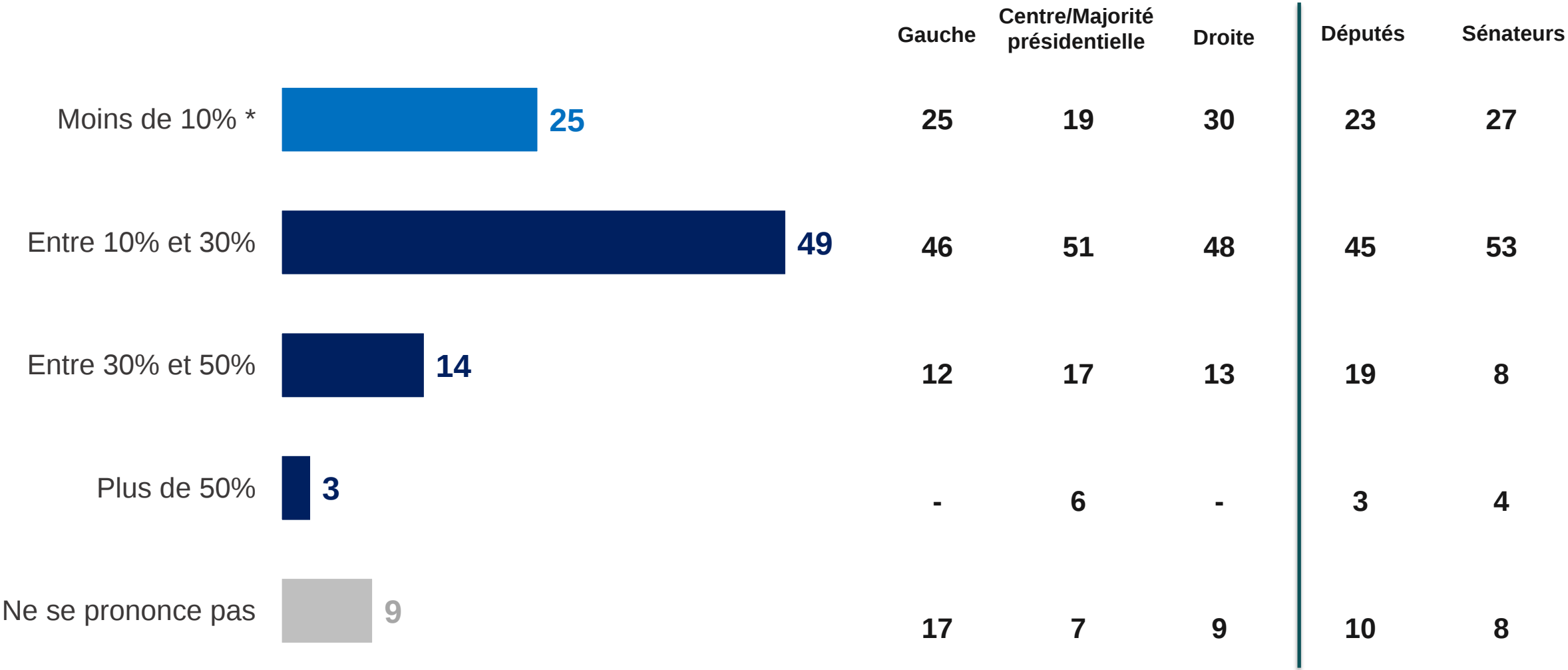
« Il faut orienter l'aide en priorité vers les pays qui ont une démarche sociale qui va dans le bon sens. Il faut mettre en avant les Droits de l'Homme à tous les niveaux. Il faut aussi que les pays en voie de développement adhèrent à nos idées. Si des pays sont contre nos idées, je ne pense pas que ce soit une priorité. Il faut d'abord commencer à leur inculquer cette vision humaniste de la France. Mais il faut penser à la fin à tous les citoyens du monde, bien sûr. En influençant les gouvernements en place à aller vers plus d'humanisme. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Par rapport à notre historique colonial, c'est une autre époque. Aujourd'hui, il faut plutôt aller vers le développement des citoyens, quels qu'ils soient, à partir du moment où ils veulent aller vers plus d'humanisme. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

Les parlementaires tendent à surestimer la part de l'aide publique au développement allouée par la France aux projets dans le domaine de la santé, la situant plutôt entre 10% et 30%

Parmi l'ensemble de l'aide publique au développement allouée par la France, quelle est selon vous la part consacrée aux projets dans le domaine de la santé ?

- À tous les parlementaires, en % -

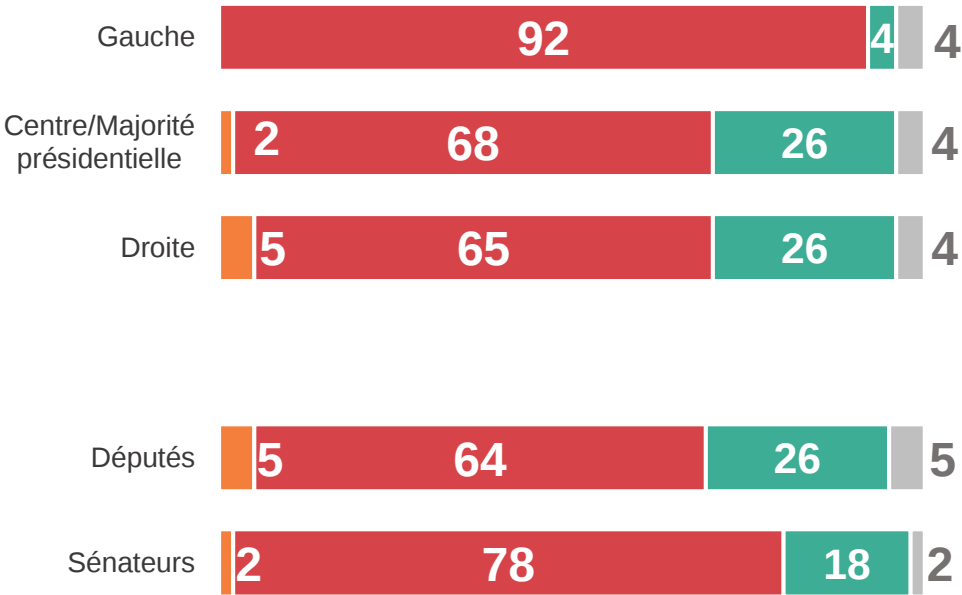
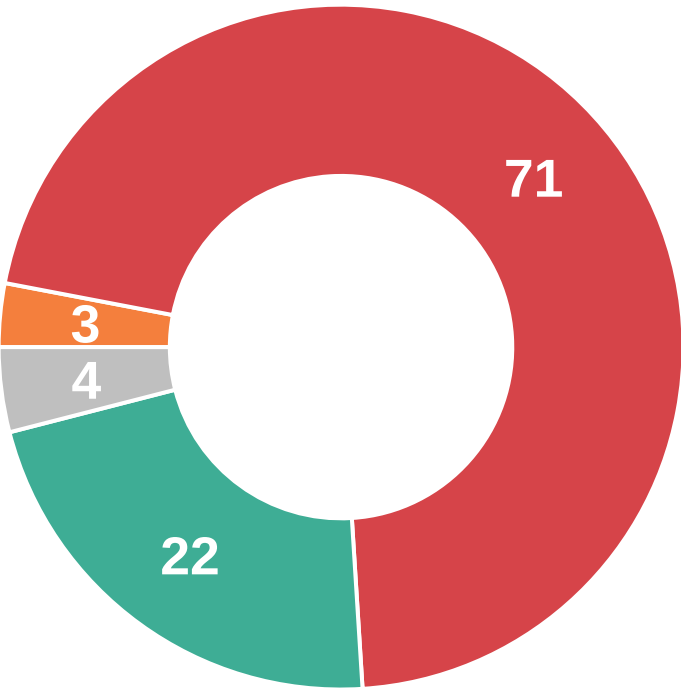


* La part des projets allouée par la France au titre de l'aide publique au développement est de 8% (Document de politique transversale (DPT), 2023 - annexé à la Loi de finances pour 2023)

Une fois présenté la part du budget consacrée à la santé (8%), 7 parlementaires sur 10 estiment que cette part n'est pas assez importante

8% de l'aide internationale de la France est allouée à l'accès à la santé pour tous. Selon-vous cette proportion est-elle... ?

- À tous les parlementaires, en % -



- Trop importante
- Pas assez importante
- Ni trop ni pas assez importante
- Ne se prononce pas

Une réalité de l'aide qui est largement ignorée mais des priorités à accorder à l'éducation, à la santé et à l'environnement... (1/4)

Des parlementaires qui **ignorent souvent le niveau de l'aide** que la France réserve réellement au développement des pays du Sud. Pour éviter de se méprendre sur un sujet qu'ils maîtrisent souvent assez peu, les Parlementaires refusent généralement de se prononcer, mais on pressent et redoute que l'aide réelle soit inférieure à ce que l'on pense et à ce que le pays devrait réserver à cette action.

Une interrogation qui porte également **sur l'efficacité réelle de cette aide** qui peut être mise en place pour des raisons diplomatiques ou stratégiques, davantage que pour des raisons réellement liées au développement des pays concernés. Des arrière pensées stratégiques qui peuvent également expliquer l'aide apportée par d'autres pays au niveau international.

Dans cette entreprise, la France n'est **pas forcément aidée par la réaction des pays** dans lesquels elle peut intervenir : une forme de défiance qui peut de plus en plus s'exprimer, sur fond de ressentiment post-colonial et encouragée par l'action menée sur place par d'autres puissances étrangères dont les intérêts sont opposés à ceux de la France et qui rêvent de la supplanter dans ces pays (Russie, Chine voire Inde...).

Dans tous les cas, une **défiance qui est souvent mal vécue** de la part des parlementaires, au sens où elle serait le signe évident d'un échec de la politique d'aide au développement menée par la France. L'exemple du Mali est ici souvent mentionné.

« Il y a 2 domaines prioritaires sur lesquels la France doit intervenir : la santé et l'éducation. Et puis après, il faut aider à l'autonomie agricole de ces régions et à la préservation de l'environnement avec la prise en compte du changement climatique. » (Parlementaire Gauche)

« J'ai l'impression qu'on a délaissé un peu l'éducation... Au-delà du volume, il faut aussi se poser la question de l'efficacité de ce que l'on fait. » (Parlementaire Gauche)

« Et à ce titre-là, on peut considérer que la France parle beaucoup mais qu'elle ne fait peut-être pas suffisamment en matière de coopération Nord-Sud. » (Parlementaire Gauche)

« Il y a une partie d'aide qui est faite pour des raisons diplomatiques ou de négociations et qui n'est pas forcément d'une grande efficacité pour le développement de ces pays. C'est peut-être efficace pour obtenir certains marchés mais pas forcément pour le développement du pays. » (Parlementaire Gauche)

« L'aide au développement finalement, y compris via l'AFD, ne me semble pas si considérable que ce qu'on veut bien dire. Eu égard à ce que font d'autres pays. Je pense que l'accueil à la fois des travailleurs, l'accueil des étudiants n'est pas si facile que ça en France. Il est parfois plus facile ou en tous cas peut-être plus clair de vouloir aller faire des études ou émigrer au Canada ou aux États-Unis qu'en France. » (Parlementaire Gauche)

« Dans la coopération économique, je ne suis pas certains que nous fassions tous les efforts... C'est une impression renforcée par un sentiment de défiance de certains pays ou certaines communautés africaines à l'égard de la France. Je suis malheureux quand j'entends que tel ou tel pays exprime une méfiance à l'égard de la France. On l'a vu au Mali ou ailleurs. Il vient de la réalité, aussi de l'instrumentalisation par des formations politiques, voire par des pays extérieurs qui développent leurs propres intérêts au détriment de la France. » (Parlementaire Gauche)

« Il y a encore des efforts à faire parce que la France perd de son influence en ce moment, notamment en Afrique. Du fait d'influences venant d'autres puissances telles que la Russie avec le déploiement de forces militaires privées dans certains pays d'Afrique d'où la France s'est retirée. Là je pense qu'il faut peut-être investir autrement ces pays-là pour ne pas développer un sentiment anti français qui pourrait en fait être néfaste pour l'avenir des pays en question et aussi pour la stabilité de ces régions. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Je pense qu'il y a des efforts très importants d'influence de pays tels que la Russie, la Chine et peut-être même l'Inde. Et aussi peut-être un déficit du côté Français de présence dans ces pays-là. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« C'est une question de moyens derrière. Ça coûte de l'argent. Il y a ce qu'on voudrait et ce qu'on peut faire financièrement parlant. Est-ce que la France fait assez ? C'est très compliqué de répondre à cette question. Il faudrait savoir ce que la France fait pour chaque pays différemment mais aussi ce que l'Union européenne apporte. La France s'appuie sur l'Union européenne et c'est grâce à l'Union européenne qu'on peut accéder à des choses. Sans l'Union européenne, on ne ferait pas grand-chose en fait. Je suis un fervent défenseur de l'Europe. L'Europe fait mais la France peut aider à donner l'impulsion. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

Une réalité de l'aide qui est largement ignorée mais des priorités à accorder à l'éducation, à la santé et à l'environnement... (2/4)

Parmi les principaux **terrains d'expression attendus** de cette aide, on pense en priorité aux domaines suivants :

- **L'éducation**, d'une manière générale et plus encore celle à destination des jeunes filles qui souffrent dans les sociétés souvent très patriarcales du Sud. Une éducation pensée comme un préalable à tout développement ;
- **La santé** qui reste fragile et précaire dans une majorité de pays de l'hémisphère sud avec encore de grandes pandémies qui occasionnent des dégâts considérables ;
- **L'environnement**, avec des bonnes pratiques à diffuser dans ces pays (gestion des ressources...), notamment là encore dans le cadre d'une réflexion plus globale, en partant du principe d'une large interaction au niveau mondial ;

Au-delà de ces domaines de prédilection, l'idée que **tous les domaines pourraient potentiellement être concernés**, une aide/coopération qui pourrait avoir du sens dans une multitude de secteurs : industrie, énergie, agriculture voire défense...

« Si tous les pays développés consacraient 8 à 10% à l'aide à la santé, ce serait pas mal... » (Parlementaire Gauche)

« J'ai un relatif traumatisme, c'est la relation avec le Mali. Être chassé du Mali, c'est un aveu d'échec, ça veut dire qu'on a loupé quelque chose. Je ne dis pas que tous les Maliens ont raison, que le gouvernement a raison mais c'est qu'il y a un dialogue qui ne s'est pas établi. Il y a quelque chose qui a été mal fait, même s'il y a eu beaucoup de pollution dans cette relation. Pour moi, qu'on dise « on ne veut plus de vous pour assurer une partie de la sécurité de notre pays » ça prouve qu'il y a un vrai problème. » (Parlementaire Gauche)

« La Chine aide beaucoup certains pays mais avec des arrières pensées importantes. Je ne sais pas si c'est remarquable. C'est sans doute très efficace à court terme mais je ne suis pas sûr que ce soit remarquable à long terme... » (Parlementaire Gauche)

« L'aide Nord-Sud c'est les aides au développement bien sûr à destination des pays du sud mais c'est aussi la politique d'accueil des étudiants de ces pays qui veulent venir se former en France. Je n'ai pas de statistiques en tête mais j'ai le sentiment que nous sommes en perte de vitesse aujourd'hui. La France est moins active, est moins accueillante vis à vis des étudiants étrangers qu'elle ne l'a été par le passé et c'est dommage. Parce que nous avons besoin de cultiver des liens d'amitié et qui passe aussi par les liens de l'enseignement supérieur. Je pense qu'il doit y avoir une coopération forte en matière d'éducation. Nous avons la chance en France d'avoir un système éducatif globalement encore de qualité, d'avoir un enseignement supérieur largement ouvert. Nous gagnons tous à échanger et à rencontrer. Je pense qu'à la fois pour nos amis du sud et pour nos étudiants français, c'est fructueux. » (Parlementaire Gauche)

« L'éducation et notamment l'éducation des jeunes filles parce que c'est facteur d'émancipation pour elles et ça leur permet de sortir des schémas traditionnels qui ne sont en général pas très favorables aux femmes. En second lieu, la transition énergétique et écologique. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Normalement, pour bien se développer, on passe toujours par l'éducation. L'environnement aussi est important, garantir aux autochtones un environnement propre, non pollué. Les activités qu'on peut avoir à l'étranger sont souvent bien plus polluantes qu'elles ne le sont chez nous donc on rend les gens malades. » (Parlementaire Centre-Droite)

« Globalement je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de domaines dans lesquels l'aide n'aurait pas à s'exprimer. C'est évident que beaucoup de pays du Sud ont une industrie moindre que les pays occidentaux du Nord, mais on pourrait très bien imaginer demain une coopération industrielle. Pour moi il n'y a pas de limitation à la coopération. Il faut simplement que cette coopération ait du sens, pour les populations concernées, pour les territoires concernés. Ça peut être bien évidemment lié à l'agriculture. Ça peut être lié au développement du fret maritime ou de la pêche. Ça peut être lié à l'industrie si c'est pertinent que ce soit sur de la production industrielle ou de la production minière. Il ne doit pas y avoir de limitation, il doit y avoir de la coopération dans le domaine de l'industrie pharmaceutique. » (Parlementaire Gauche)

« Ça dépend surtout du pays, il ne faut pas aller contre le pays, il faut accompagner le pays. Il faut s'associer avec eux pour savoir quels domaines ils veulent privilégier et comment on peut les aider dans leurs domaines de prédilection. Il y a des pays qui vont être plus développés sur la santé et moins sur l'éducation ou inversement sur d'autres. Il faut accompagner le pays. Aujourd'hui je ne peux pas vous dire sur tel ou tel pays ce qu'il faut faire. Il faut un échange avec le ou les pays concernés et voir ce dont ils ont besoin en priorité. Certains ont peut-être plus besoin d'énergie, d'autres d'agriculture, d'autres d'éducation, d'autres de santé. Chaque pays est différent et on ne peut pas décider à Paris une forme unique pour tout le monde, ce n'est pas possible. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

Une réalité de l'aide qui est largement ignorée mais des priorités à accorder à l'éducation, à la santé et à l'environnement... (3/4)

Des **exemples concrets de l'aide apportée par la France qui ne sont pas forcément évidents à citer** spontanément... tout autant que des exemples de moments où la France n'aurait pas été à la hauteur de ce que l'on peut attendre d'elle.

A noter que les parlementaires citent souvent des **initiatives locales**, dont ils ont davantage connaissance du fait de leur fonction, pour illustrer cette aide de la France.

Une aide qui peut prendre **différentes formes** et qui concerne autant des actions menées sur place que des actions qui peuvent être menées depuis la France (accueil d'étudiants de ces pays par exemple...).

Une préoccupation non seulement pour l'action directe, avec un effet à court terme, mais plus encore pour une **action d'accompagnement qui s'inscrive dans le temps long**, afin d'emmener ces pays vers l'autonomie sur ces questions (vs le risque toujours présent d'instaurer une relation de dépendance).

« Sur la santé, j'ai l'impression que la France joue son rôle ou dans tous les cas, qu'indirectement, elle joue son rôle en faisant du lobbying auprès des pays développés pour qu'on ait des actions au niveau international sur la santé. » (Parlementaire Gauche)

« Je pense à cette épidémie de méningite au Brésil où les laboratoires situés dans ma région ont mis en place toute une logistique pour faire un vaccin et vacciner tout le pays. Je pense que c'était une belle réalisation. » (Parlementaire Gauche)

« Je pense que sur le Covid on a été très en retard... Vous ne pouvez pas diffuser un vaccin que vous n'avez pas inventé. Par contre, pour négocier et imposer que certains pays en développement aient du vaccin, je crois qu'on a été au moins très proactif si ce n'est complètement à la hauteur. » (Parlementaire Gauche)

« Dans la région, nous avons des dispositifs et des organismes qui interviennent régulièrement dans les pays en voie de développement, que ce soit autour de la ressource de l'eau, des ressources agricoles. Notamment pour lutter contre la mortalité infantile ou lutter contre la détresse des femmes. » (Parlementaire Centre-Droite)

« Des actions associatives, des associations de collectivités locales, il y en a à foison, et de la bonne volonté. Tout à l'heure, je suis passé devant une association France Niger d'un petit village qui a agrégé des bonnes volontés dans le canton et qui a des actions d'aide à la lecture, d'échanges, d'envoi d'argent. Les Français sont plutôt très sensibles à cette question Nord-Sud. A la limite, je vais vous donner des exemples locaux mais je n'ai pas un exemple aujourd'hui d'une très grande opération économique ou stratégique. » (Parlementaire Gauche)

« Il n'y a pas de domaines pour lesquels une coopération serait interdite, puisque ça touche aussi bien le militaire, la sécurité intérieure, l'agriculture, l'industrie, et bien sûr, les médicaments. » (Parlementaire Gauche)

« Il y a aussi une tradition très Nord-Sud avec cette volonté d'éradiquer ou de réduire les maladies, la souffrance dans des pays en voie de développement qui n'ont pas d'industrie pharmaceutique suffisante. Sans doute, nous aurions peut-être pu, dû, être beaucoup plus actifs, notamment à propos du VIH qui a fait des dégâts considérables en Afrique. » (Parlementaire Gauche)

Une réalité de l'aide qui est largement ignorée mais des priorités à accorder à l'éducation, à la santé et à l'environnement... (4/4)

Concernant particulièrement le sujet de la santé, on parle souvent **des grandes épidémies et maladies qui sévissent dans ces pays** et que les pays du Nord doivent contribuer à combattre voire à éradiquer : soit des maladies qui n'existent plus que dans ces pays (paludisme, fièvre jaune...), soit des maladies qui sont mieux contrôlées dans le Nord mais qui font encore des ravages dans le Sud (VIH...).

A noter que certains parlementaires considèrent la santé comme un **domaine dans lequel la France montre particulièrement son déclassement** actuel : si elle devrait intervenir dans ce domaine, des doutes existent sur sa capacité réelle à le faire.

« Quand je disais l'éducation, je pensais aussi à la santé. Je pense que ça va de pair, c'est les soins, les droits fondamentaux auxquels chaque humain a le droit. La France devrait aider à la mise en place de structures de prise en charge des populations sur place. Avec peut-être des échanges de compétences. Je pense que ce n'est pas uniquement venir faire à la place de, mais faire avec eux pour qu'ils apprennent à gérer eux-mêmes leur système de santé. Et aussi des capitaux pour construire des centres de santé. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Dès que les ressources et les compétences extérieures, en l'occurrence françaises, se retirent, il n'y a pas forcément de continuité dans la gestion. Le plus dur, c'est de gérer derrière. Venir installer une structure, c'est assez simple mais ce qui est plus dur après c'est de former le personnel sur place aux compétences nécessaires pour gérer de manière efficace et équitable les structures et permettre un accueil de service public » (Parlementaire Majorité présidentielle)

« Je pense que la France a peut-être eu cette responsabilité-là dans le passé mais aujourd'hui, je pense qu'on n'attend pas la France dans le domaine de la santé. Aujourd'hui, je pense que la santé est dans les mains de multinationales qui ne sont pas obligatoirement françaises. La santé est vraiment liée au pouvoir financier et la France aujourd'hui n'est pas un pays qui est en tête de file. » (Parlementaire Centre-Droite)

« Aujourd'hui on voit bien qu'on ne soigne pas obligatoirement les propres habitants de son pays, son propre peuple, donc aller soigner les autres... C'est très politique, très financier, il y a des intérêts bien au-delà de la pensée humaniste. » (Parlementaire Centre-Droite)

« Elle pourrait avoir un devoir mais elle n'en a pas les capacités, elle n'est pas en position de décider, de mener. Quand on a vu ce qui s'est passé pendant la crise Covid, on voit bien que la France n'a rien mené du tout, ni au plan européen ni au plan mondial. » (Parlementaire Centre-Droite)

« 8% c'est déjà pas mal. On a aussi des besoins chez nous, comme vous le savez. On peut aider mais on ne peut pas non plus se substituer. Et on n'est pas les seuls, je pense que l'aide doit être européenne, pas uniquement française. » (Parlementaire Majorité présidentielle)

Contacts

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée des éléments techniques suivants : le **nom de l'institut**, le **nom du commanditaire** de l'étude, la **méthode d'enquête**, les **dates de réalisation** et la **taille de l'échantillon**.

Suivez l'actualité de Harris Interactive sur :



www.harris-interactive.com



[Facebook](https://www.facebook.com/harrisinteractive)



[Twitter](https://twitter.com/harrisinteractive)



[LinkedIn](https://www.linkedin.com/company/harrisinteractive)

Contact Harris Interactive en France :

- Jean-Daniel Lévy – Directeur délégué – Stratégies politiques et d'opinion – 01 44 87 60 66 – jdlevy@harrisinteractive.fr